

# Mobilisations valaisanne et suisse en 1815

## Introduction

Vaincu par les Alliés, à Leipzig, dans les mémorables journées du 16 au 19 octobre 1813, Napoléon est contraint d'évacuer en hâte l'Allemagne et de repasser en France. Ses ennemis le talonnent jusqu'au Rhin, et, dans le courant de décembre, concentrent leurs armées de Mayence à Bâle.

Les Souverains établissent d'abord leur quartier-général à Francfort, et perdent un temps précieux à mettre sur pied un plan d'offensive contre leur redoutable adversaire. Sur les conseils du Prince de Metternich, ils finissent par se résoudre à violer la neutralité que la Diète helvétique a proclamée dans sa déclaration du 18 novembre. L'avant-garde du généralissime Prince de Schwarzenberg, conduite par le feld-maréchal de Bubna, franchit le Rhin à Bâle le 20 décembre, et s'avance sur Genève que la garnison française ne tarde pas à évacuer.

De Lausanne, le 25 décembre, Bubna détache sur le Valais le colonel de Simbschen<sup>1</sup> avec une dizaine de compagnies, lui donnant comme mission de couper les lignes de communication de l'armée franco-italienne par le Simplon et le Saint-Bernard, de s'informer de ce qui se passe au delà des Alpes, et d'organiser la levée d'une troupe valaisanne. Le préfet du département du Simplon, le Comte de Rambuteau, et le com-

mandant militaire d'Hénin de Cuvillier, accompagnés des garnisons de Brigue, Sion et St-Maurice, 120 hommes environ, s'enfuient le 25 décembre par le col de la Forclaz et le val de Chamonix sur Grenoble, ayant encloué leur artillerie, 8 obusiers et 2 mortiers, et jeté dans le Rhône des provisions de poudre et des munitions.

Le colonel de Simbschen arrive à Martigny le 29 décembre, et dans l'après-midi du même jour, poursuit sa route sur Sion. Il y convoque les personnages les plus influents du pays, fait constituer un gouvernement provisoire de 12 membres, présidé par le Baron Gaspard-Eugène de Stockalper, et, par sa proclamation du 31 décembre 1813, informe le public de sa mission en Valais. Sur ses conseils, une délégation de 5 membres est envoyée au quartier-général des Souverains alliés à Fribourg-en-Brigau, pour leur faire part de la rupture du pays avec le régime français, solliciter leur protection et la faculté de se reconstituer en république indépendante<sup>2</sup>. Après bien des vicissitudes, elle finit par atteindre le Prince de Metternich, qui la renvoie le 14 janvier avec une de ces déclarations ambiguës dont il avait le secret :

« Les vœux que forment Sa Majesté impériale et ses augustes alliés sont entièrement conformes au bien-être de votre patrie. Elle sera séparée de la France et jouira de nouveau des avantages qui, pendant des siècles, ont fait son bonheur. »

Sans attendre son retour, le colonel de Simbschen prend immédiatement des mesures pour mettre le Valais en état de défense. Il place des postes au pont de St-Maurice et au Saint-Bernard, fait avancer le gros de sa troupe sur le Haut-Valais, installe des garnisons à Martigny, Sion et Brigue, et envoie un détachement sur le Simplon. Il demande au gouvernement provisoire la levée d'un contingent militaire destiné à renforcer le corps autrichien. Quatre compagnies de chasseurs sont mises sur pied, et leur organisation est confiée au Comte Eugène de Courten, nommé colonel. Comme les équipements, les armes et les munitions font défaut, on les cherche à Genève auprès du feld-maréchal de Bubna, qui n'en donne qu'avec parcimonie ; on en trouve aussi à Berne où, par crainte d'une irruption ennemie sur le Simplon, les esprits sont bien disposés à l'égard du Valais. Vers la mi-janvier, les « Chasseurs » sont prêts à marcher ; ils relèvent les Autrichiens dans les postes du Haut-Valais. Sur l'ordre de Bubna, qui se sent menacé à Genève, et tient à couvrir son flanc gauche, Simbschen ramène sa colonne sur St-Maurice, où il lui sera plus facile d'arrêter les renforts ennemis débouchant par le St-Bernard et le Simplon. Il ne s'agit heureusement que d'une fausse alerte, et pendant un mois, les exercices tiennent lieu de combats.

Dans la seconde quinzaine de février, cependant, des nouvelles alarmantes arrivent d'Italie à Brigue. L'armée franco-italienne du Vice-Roi Eugène de Beauharnais a repris avec succès les hostilités sur l'Adige ; elle a détaché sur Arona le brigadier Mazzuchelli, dont deux compagnies sont cantonnées à Domodossola sous le colonel Ponti. Des espions rapportent que des renforts vont être envoyés par le Valais aux généraux Dessaix et Marchand qui bloquent de plus en plus la place de Genève.

Le 28 février, alors que le lieutenant Willa relève au Simplon le lieutenant Kuntschen, un détachement ennemi d'une centaine d'hommes attaque le poste ; un combat très vif s'engage, qui se termine à l'avantage des Valaisans. Le capitaine autrichien Gerstecker, commandant à Brigue, envoie en toute hâte deux compagnies de chasseurs sous les ordres de son premier-lieutenant Fink, et demande une levée de landsturm. Les dizains de Conches, Brigue, Viège et Rarogne rassemblent leurs hommes et le colonel de Courten, assisté du capitaine Gattlen, fait de son mieux pour les organiser et les pourvoir de l'équipement le plus indispensable. Grâce à l'obligeance de l'avoyer de Watteville, des armes et des munitions sont arrivées de Frutigen par la Gemmi<sup>3</sup>.

Dans la journée du 1<sup>er</sup> mars, une colonne italienne de 250 hommes apparaît sur le Simplon et refoule le premier-lieutenant Fink jusqu'au pont de Ganter. Le capitaine Gerstecker profite de la nuit pour venir à la rescousse, amenant avec lui le landsturm, et dans une attaque bien menée, disperse l'ennemi, qui laisse 23 morts et 200 prisonniers sur la place. Les engagements se renouvellent les jours suivants. Gerstecker étant tombé malade, le capitaine Luxem le remplace. Sur l'ordre de Simbschen, il descend avec trois compagnies de chasseurs sur l'Ossola, en établit une à Crevola, et avec les deux autres surprend la garnison de Domo et occupe la localité. Succès sans lendemain, car une contre-attaque le force bientôt à revenir sur ses pas. Il laisse un poste renforcé sur le Simplon et regagne Brigue. Ces événements n'ont pas de suite. Le 5 avril, les « Chasseurs » et la majeure partie du landsturm sont démobilisés. A tour de rôle, les dizains doivent continuer à fournir quelques hommes pour surveiller le Simplon, le Saint-Bernard, le pont de St-Maurice et la Porte du Scex. Dans la seconde quinzaine d'avril, l'on apprend que Napoléon définitivement vaincu a abdiqué, et que le Vice-Roi Eugène de Beauharnais a conclu un armistice avec le maréchal Comte de Bellegarde. Le colonel Simbschen fait partir sa troupe sur Arona, où il ne tarde pas à la suivre. Le 13 mai le colonel de Courten en donne la nouvelle à son frère Pancrace, qui a profité de la fin des hostilités pour

passer le Saint-Bernard et se rendre dans une propriété de famille en Piémont <sup>4</sup> :

« Nous avons eu bien du tracassé depuis ton départ. Toutes les troupes que tu m'avois annoncé devoir passer le St-Bernard ont défilé par ici pour se diriger par le Simplon vers Turin. Nous avons logé hier soir les huzards de Lichtenstein qui heureusement font l'arrière-garde. Il n'y a pas de jours que nous n'ayons eu 20 et jusqu'à 25 chars en route pour le service militaire. Nous avons en outre le passage de tous les prisonniers de guerre autrichiens qui rejoignent leurs corps en Italie. Il faut espérer que cela finira bientôt. Il reste un major avec 50 hongrois du Rgt de l'Archiduc Charles de garnison à Sion. Tout le reste de la troupe passe la montagne. J'ai eu avant-hier le colonel baron de Simbschen avec son état-major. Il a passé quelques heures chez moi ; il étoit fort triste de son départ. J'ai cru entrevoir qu'il auroit désiré être nommé commissaire-organisateur pour notre pays, et il s'y attendoit... »

Débarassé des Autrichiens, le Valais recouvre son indépendance séculaire, mais l'abolition du régime français entraîne pour lui la nécessité de se donner promptement un nouveau statut politique. Sa position est d'autant plus délicate qu'il ne fait pas partie de la Confédération des XIX Cantons instaurée par l'Acte de Médiation de 1803. Un problème fondamental divise les esprits : veut-on ressusciter l'Etat libre d'avant 1798, ou est-il préférable de se réunir à la Confédération suisse ? Les personnages influents du Haut-Valais, tels le Baron G.-E. de Stockalper, L. de Sépibus, le colonel de Courten, défendent la première solution. Sur leur instigation, une députation de trois membres (de Stockalper, de Werra, Delasoie) part le 22 mai pour Paris : elle a pour mission d'exprimer aux Souverains alliés le désir du pays de redevenir une république indépendante. Trois jours plus tard, le gouvernement provisoire reçoit, par l'intermédiaire du colonel de Simbschen à qui elle est adressée, une lettre du Baron de Schraut, ministre d'Autriche en Suisse, qui invite le Valais à demander son admission dans la Confédération et à envoyer dans ce but des députés à Zurich auprès de la Diète helvétique. Dans les circonstances présentes, cette suggestion équivaut à un ordre. Sans attendre le retour de la députation de Paris, MM. de Sépibus et Dufour se rendent à Zurich. La Diète les accueille favorablement, et ne voit aucun inconvénient à recevoir le Valais au nombre des Cantons suisses ; elle ajourne cependant sa réponse définitive jusqu'à sa session de septembre, lorsque le nouveau Pacte fédéral, en voie d'élaboration, aura été accepté, et invite le Valais à se donner une nouvelle constitution <sup>5</sup>.

Dès le mois de juillet, des assemblées constituantes sont convoquées, mais immédiatement l'antagonisme séculaire des Haut et Bas-Valaisans se manifeste avec violence. Les partis sont divisés sur plusieurs points :



nombre de dizains, égalité des voix dézénales ou vote proportionnel au chiffre de la population pour l'élection des députés à la Diète cantonale, referendum absolu ou relatif, voix de l'évêque, formation d'un gouvernement central ou retour au grand-baillivat d'avant 1798. Aucune en-



Le Colonel Eugène de Courten  
(1771-1839)

tente n'est encore intervenue lorsque, sous la pression des ministres alliés en Suisse, Schraut (Autriche), Capo d'Istria (Russie), Stratford-Canning (Angleterre), la Diète helvétique accepte le 9 septembre le nouveau Pacte fédéral (le 3<sup>e</sup> projet élaboré depuis janvier 1814), et reçoit dans sa séance du 12, Genève, le Valais et Neuchâtel au nombre des cantons suisses.

Il devient alors urgent pour les Valaisans de se mettre d'accord sur une nouvelle constitution. Pour accélérer la besogne, les ministres alliés jugent opportun d'intervenir comme arbitres, et convoquent à Zurich des représentants du Haut et du Bas-Valais. MM. L. de Sépibus et Eug. de Courten, MM. Dufour et Morand, sont désignés pour assumer cette délicate mission. M. Ch.-E. de Rivaz ne tarde pas à les rejoindre. Les conférences, qui ont lieu du 20 septembre au 20 octobre, ne font que mieux apparaître d'irréductibles divergences ; elles n'apportent aucune solution <sup>6</sup>. Aussi les ministres alliés finissent par imposer leur manière de voir dans leur note du 23 octobre 1814 <sup>7</sup> :

« Les ministres ont mûrement réfléchi aux motifs que l'on a mis en avant pour soutenir les prérogatives du Haut-Valais. Si les souvenirs respectables de l'ancien ordre de choses ne peuvent avoir perdu toute leur autorité, ils ne sauraient néanmoins prévaloir sur les droits que le Bas-Valais a acquis depuis 16 années. La population de cette partie, sa liberté reconnue, les principes démocratiques sur lesquels toute la constitution repose, exige une proportion plus équitable dans le nombre et la répartition des dizains. Les ministres n'hésitent donc pas à déclarer que la demande du Haut-Valais tendant à conserver les sept anciens dizains et à n'en donner que trois au Bas-Valais est absolument inadmissible.

Ils croient concilier les égards dus à la partie du pays qui dominait autrefois, avec la justice que réclame la partie devenue libre en proposant les dispositions suivantes :

Les cinq dizains supérieurs du canton, Conches, Brigue, Rarogne, Viège et Loèche, qui comptent 18850 âmes, resteraient dans leurs limites actuelles. Des anciens dizains du Centre, Sierre et Sion, peuplés de 15163 habitants, il en serait formé trois... Enfin le Bas-Valais avec 29514 âmes, serait divisé en cinq dizains...

Cette représentation étant adoptée, les ministres pensent qu'afin de ménager autant que possible les habitudes du pays, on pourrait admettre le principe du vote collectif, en sorte que chacun des treize dizains aurait une voix en diète.

Mais ils doivent insister sur l'abolition absolue du referendum, sauf toutefois en matière d'imposition...

En envisageant sous ce point de vue l'organisation centrale du Valais, les ministres sont convaincus des grands avantages qu'aurait l'établissement d'un Conseil d'Etat permanent. A défaut de cette institution si désirable, on pourrait cependant, puisque la République ne répugne pas à confier un pouvoir étendu au Grand-Baillif, se borner à donner plus de consistance à cette magistrature. Ils proposent à cet effet : 1) de lui adjoindre deux Vice-Baillifs, pris dans les parties du pays d'où le Grand-Baillif n'aurait pas été tiré... 2) d'admettre que les Vice-Baillifs résideront au chef-lieu de la République, ainsi que le Grand-Baillif, ou du moins que celui-ci sera tenu de les appeler à la délibération de toutes les affaires importantes. Dans cette délibération, les Vice-Baillifs n'auraient que voix consultatives, et le Grand-Baillif seul, la décision...

Enfin on juge qu'il serait convenable de donner aux deux Vice-Baillifs réunis une voix en diète... ; par là il y aurait en tout seize voix, treize dizains, celle du Baillif, celle des Vice-Baillifs, et celle de l'Evêque. »

Les différents points de cette note sont discutés dans une séance diétale qui se tient à Sion du 16 novembre au 5 décembre. Elle n'aboutit à aucun résultat. Elle abolit cependant la Commission provisoire qui dirige le pays depuis janvier 1814, et, par un vote plus ou moins légal,

nomme Léopold de Sépibus Grand-Baillif, tandis que G.-E. de Stockalper et M. Dufour sont élus députés à la Diète helvétique.

Dans ces entrefaites, un Congrès international s'est réuni à Vienne, depuis la fin septembre 1814. Il a pour tâche de liquider les guerres napoléoniennes et de donner un nouveau statut à l'Europe. La Suisse y est représentée par MM. de Reinhardt, de Montenach et Wieland, indépendamment des délégués officieux qu'ont envoyés plusieurs cantons. Dans une ambiance de plaisirs et de fêtes — le Congrès s'amuse — les discussions se prolongent et le travail avance fort lentement.

Aucun acte définitif n'est encore signé pour la Suisse, lorsque le 10 mars 1815<sup>8</sup>, l'on apprend avec stupeur que Napoléon s'est enfui de l'île d'Elbe, a débarqué à Cannes et marche sur Paris. Le Congrès le met « hors la loi » et les Souverains alliés ordonnent la mobilisation de leurs armées contre l'ennemi commun.

Cet événement hâte la solution des questions pendantes, et le 20 mars 1815, les représentants des Puissances signent une déclaration par laquelle elles reconnaissent et garantissent la neutralité perpétuelle de la Confédération helvétique, lui assurent l'inviolabilité et l'intégrité de son territoire rectifié sur plusieurs points et augmenté des cantons de Genève, Valais, Neuchâtel, de l'ancien évêché de Bâle, et de la ville de Bienne. Les 22 Cantons sont invités cependant à collaborer à la croisade antinapoléonienne et à fournir une armée dans ce but<sup>9</sup>.

## CHAPITRE I.

### Les débuts de la mobilisation suisse de 1815

Le 12 mars 1815, la Diète helvétique décrète la mobilisation du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> contingent militaire, et le 20, elle nomme général le Baron Nicolas-François de Bachmann<sup>10</sup>. Par la convention du 20 mai 1815, elle s'engage à coopérer au plan établi par les Puissances alliées en vue de rétablir la paix en Europe, et à tolérer, en cas d'urgence, le passage momentané de troupes à travers son territoire, sous réserve de son approbation. Le généralissime Prince de Schwarzenberg lui délègue le général-major Baron de Steingentesch, qui doit servir d'agent de liaison.

En sa qualité de nouveau canton, le Valais ne peut rester en dehors du conflit. Il est appelé à fournir une troupe et à établir immédiatement

un poste d'observation sur le Simplon, car l'on craint qu'un mouvement ne soit combiné par Napoléon dans le nord de l'Italie et contre la Suisse.

Le 18 mars, le Grand-Baillif de Sépibus convoque à Sion le Comte Eugène de Courten « pour conférer avec le Conseil d'Etat et les députés des dizains sur les mesures militaires à prendre »<sup>11</sup>. Il l'informe en même temps que les dizains inférieurs ont décidé de faire cause commune avec les dizains supérieurs « pour la défense générale de la patrie ». L'on projette la levée de deux bataillons, où les hommes du Haut et du Bas-Valais seront amalgamés, et de les réunir à l'armée fédérale. Le Comte de Courten est nommé commandant en chef : il sera secondé dans sa tâche par une commission militaire, dite « Commission centrale », et par le lieutenant-colonel bernois de Würstemberger, que le général de Bachmann délègue dans ce but auprès du gouvernement valaisan. L'on accepte l'offre de quelques compagnies suisses, destinées à coopérer à la garde des frontières sur les Alpes, et aux mesures de police contre les étrangers qui circulent dans le pays<sup>12</sup>.

Le colonel de Courten s'empresse de prendre les dispositions nécessaires pour la défense du Simplon. Des piquets y sont placés, et une petite garnison, sous les ordres du capitaine de Werra, s'installe à Brigue. Le 7 avril déjà, des nouvelles peu rassurantes arrivent d'Italie : le Comte Auguste Liedekerke Beaufort venant de Vienne, et Jean-Amédée Mercier, courrier de Genève, revenant de Naples, rapportent que le Roi Murat, qui s'est rallié à la cause de Napoléon, s'avance avec une armée de 100.000 hommes ; il est entré le 2 avril à Bologne et marche sur Modène et Parme. D'autre part, l'on apprend que le général Grouchy est arrivé à Chambéry avec un corps de 10.000 hommes<sup>13</sup>.

Cependant, en dépit du zèle et de l'activité que déploient le Conseil d'Etat et la Commission centrale, la mobilisation valaisanne progresse avec lenteur. Les premières revues ont eu lieu à Sion et à Sierre ; elles font ressortir l'indigence des équipements et le manque de fusils. Les officiers des dizains inférieurs, où de nombreux partisans de Napoléon croient encore à la résurrection de l'empire français, ne manifestent aucun empressement à accepter les grades qu'on leur propose. Dans son rapport du 13 avril, le colonel de Courten expose au général de Bachmann la triste situation dans laquelle il se trouve<sup>14</sup> :

« Excellence,

Je reçois dans ce moment la lettre dont vous m'avez honoré en date du 10 avril<sup>15</sup>, par laquelle vous me confiez le commandement du contingent fédéral de ce canton... Je dois vous prier, mon Général, de vouloir bien prendre en considération les justes observations que je vais vous soumettre pour justifier mes inquiétudes.

Le Canton du Valais n'est point encore constitué. Il se soutient à peine par un gouvernement provisoire si faible que l'on ne peut rien en attendre, vu que dans ses sessions, l'esprit de parti se manifeste sans cesse, et que l'opposition, passant tour à tour de la partie orientale à l'occidentale, et vice-versa, rien ne marche.

Quelle preuve plus convaincante que celle dont M. le Lt-colonel de Würstemberger vient d'être le témoin. Envoyé par M. le Quartier-maître général de la Confédération (Finsler) pour donner le serment à la première compagnie organisée, il a du quitter le canton sans pouvoir effectuer cet article intéressant de sa mission. Cependant il y a bientôt cinq semaines que j'ai été appelé à une commission militaire pour donner mon sentiment sur l'objet important de l'organisation du premier contingent. Je me suis prêté aux vues du gouvernement provisoire en acceptant le commandement d'un bataillon de campagne qui devait être mis incessamment à la disposition du général en chef des troupes confédérées... Je dois faire le pénible aveu que dans ce moment encore nous n'avons pas une demie compagnie de disponible. Un officier et 12 hommes sur le Simplon, un pareil détachement à St-Maurice forment le sommaire de nos efforts militaires jusqu'à ce jour.

Sans armes, sans gibernes, sans finances pour suppléer à tant de besoins, désorganisés depuis un temps infini, que peut-on attendre de nous sinon un mouvement spontané auquel le peuple de ces contrées est plus propre que tout autre ? en ayant donné des preuves fréquentes depuis l'année 1798...

Le gouvernement m'ayant donné l'ordre de faire une revue générale dans le canton, ordre que j'ai exécuté dans les derniers huit jours, nous en avons obtenu le résultat d'avoir le premier contingent sur le papier. J'attends d'un jour à l'autre la commission de faire faire l'appel pour procéder au rassemblement du premier Bataillon, le cadre de Mrs les officiers étant rempli... »

Devant ce triste tableau, le général de Bachmann juge prudent d'envoyer en Valais la compagnie d'infanterie bernoise du capitaine de Watteville<sup>16</sup>. Elle arrive à St-Maurice le 17 avril. Un détachement en est laissé dans la localité, sous les ordres du capitaine de Sépibus, commandant de la place ; un autre part pour le Simplon, tandis que le gros de la troupe s'arrête à Sion, pour y former une garnison. « Il y a une grand'garde à la maison de ville ; une garde à la porte de Loèche et une à celle de Conthey, pour exiger l'exhibition des passeports de tous les voyageurs<sup>17</sup>. »

Sur ces entrefaites, des nouvelles plus rassurantes parviennent de l'Italie, apportées par le colonel Baron de Straborgsky, officier d'état-major du Comte de Bellegarde : les troupes napolitaines du Roi Murat sont en pleine retraite ; le général Bianchi marche sur Rome ; le général Frimont, commandant en chef en Italie, a établi son quartier à Milan, où il y aura un rassemblement de 60.000 hommes ; l'Italie est définitivement érigée en royaume avec les Etats vénitiens, sous le nom de Royaume lombardo-vénitien, dont l'Archiduc Antoine est nommé Vice-Roi, et le Comte de Bellegarde, lieutenant du Vice-Roi<sup>18</sup>.

Par un imprimé du 15 avril<sup>19</sup>, la Commission militaire du Valais fait connaître à toutes les communes ses instructions pour le rassemblement du 1<sup>er</sup> Bataillon, dit « Bataillon de Courten » : les hommes reconnus

aptes au service et enrôlés se réuniront à Sion, le dimanche 23 avril. « Chaque soldat doit avoir un fusil, bayonette, giberne, et havresac, de nécessité, une capote là où il s'en trouvera ; des souliers, chemises, guêtres selon la coutume... Les militaires de tout grade recevront la solde et l'étape dès la première journée de marche depuis leur chef-lieu. »

Au jour fixé, 600 hommes environ se trouvent à Sion pour former le 1<sup>er</sup> Bataillon. Ils sont répartis en 6 compagnies sous les ordres des capitaines Perrig, Escher, de Sépibus, Zen-Klusen, de Riedmatten, de Quartéry. L'état-major est composé du colonel de Courten, du quartier-maître Gattlen, du major Alexis de Werra et de l'aide-major Meinrad de Werra. En même temps, le lieutenant-colonel Veguer est chargé de lever le II<sup>e</sup> Bataillon <sup>26</sup>.

Ainsi le colonel de Courten n'est-il pas pris au dépourvu lorsqu'en date du 25 avril, le général Bachmann lui écrit <sup>21</sup> :

« La haute Diète m'a ordonné d'activer par tous les moyens l'organisation militaire du canton du Valais, d'appeler sans retard en activité de service le 1<sup>er</sup> Bataillon de ce contingent, et même, pour faciliter et accélérer son instruction, de lui faire joindre l'armée... Ensuite de cette injonction, j'adresse au Gouvernement provisoire de votre Canton l'invitation de prendre sans délai les mesures nécessaires pour qu'au moins le 1<sup>er</sup> Bataillon du contingent du Canton du Valais puisse venir occuper la place honorable qui lui est réservée dans les rangs des troupes de la Confédération réunies pour la défense des intérêts de la commune patrie. La réputation bien acquise et ancienne des habitants du Valais ne me laisse aucun doute que le Gouvernement ne s'empresse de répondre à cette invitation. Il trouvera dans vos connaissances et votre activité, Monsieur le Comte, les secours nécessaires pour l'exécution de ses ordres à cet égard... ».

Il s'en faut de beaucoup, cependant, que le 1<sup>er</sup> Bataillon soit en état d'entrer en campagne. L'habillement des hommes est disparate et incomplet, et les fusils manquent. L'on peut s'en procurer à Genève et dans les arsenaux fédéraux ; Berne s'offre à avancer les fonds nécessaires. Il s'agit en outre de donner une discipline militaire à la nouvelle troupe. Les exercices commencent immédiatement : école du soldat, maniements d'armes, formations et dislocations, marches, petite guerre, etc. Les hommes y manifestent tant de zèle et de bonne volonté qu'au bout de huit jours, le colonel de Courten, satisfait des résultats obtenus, juge opportun de les récompenser. Il porte à l'ordre du jour une course avec combinaisons tactiques sur Bramois et St-Léonard, où les compagnies se rassembleront pour goûter d'une abondante collation. L'on fraternise autour de tables couvertes de pains, de jambons et de fromages, arrosés de quelques setiers de rège et de muscat. Les officiers, auxquels s'est joint en invité le capitaine de Watteville, font honneur à une malvoisie sierroise de 1813 <sup>22</sup>.

Un incident politique vient rompre cette belle harmonie et il s'en faut de peu que le bataillon, si difficilement formé, ne se désorganise.

La Diète cantonale s'est réunie à Sion le 1<sup>er</sup> mai. En dépit d'une deuxième note des ministres alliés du 20 janvier et d'une session extraordinaire, qui a duré du 12 au 23 février, les députés n'ont pas pu se mettre d'accord sur le nouveau statut à donner au pays. Une dernière note comminatoire du 10 mars et la gravité des circonstances, qui exigent une solution, coûte que coûte, déterminent les Haut-Valaisans à céder de leurs prétentions : une majorité est acquise le 8 mai. La constitution de 1815 est signée au protocole le 12 mai, avec les principales dispositions suivantes : les 13 dizains sont maintenus ; ils sont représentés à la Diète par 4 députés qui votent individuellement et dont les suffrages sont comptés par tête ; le Rme Evêque y a voix délibérative et son vote compte pour 4 suffrages ; les lois ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux conseils de dizain ; les lois financières, les capitulations militaires, les naturalisations seront en outre référées aux conseils des communes ; le pays sera dirigé par un gouvernement central de 5 membres, dont deux seront toujours choisis dans les cinq dizains occidentaux, et les trois autres, dans les huit dizains orientaux.

Avant de se séparer, les députés procèdent à la nomination du Conseil d'Etat. L'élection de M. Jean-Joseph Duc se heurte à l'opposition de la majeure partie des officiers du 1<sup>er</sup> Bataillon. Sans indication de motifs, ils présentent leur démission à la Diète <sup>23</sup> :

« Le corps d'officiers du premier Bataillon valaisan du contingent fédéral, composé en majeure partie de personnes qui ont servi successivement diverses puissances de l'Europe avec honneur, toujours guidés par les mêmes principes, se sont rendus au premier appel de la patrie, et la confiance dont la haute Commission les a bien voulu honorer, fut un autre motif aussi puissant pour écarter toutes les considérations des plus douces inclinations, et celles de l'intérêt domestique.

Tous jaloux de renouveler la renommée de nos ancêtres et de partager la gloire de nos très chers confédérés, nous nous sommes rangés sous le Drapeau valaisan.

Ce même corps attendait avec une obéissance aveugle de recevoir et d'exécuter les ordres de l'autorité suprême composée des membres qui ont illustré par leurs mérites et leurs talents la commune Patrie, mais la nomination en la personne de Monsieur Duc à une de ces places luy est trop pénible pour pouvoir jamais se soumettre directement ou indirectement à son autorité.

Messieurs les officiers s'abstiennent par respect et vénération pour la haute représentation nationale de tout autre observation, et se bornent à donner par le présent acte leurs démissions, si ce personnage persiste à vouloir exercer ces fonctions... »

Ils obtiennent gain de cause. M. Duc se retire, et la Diète le remplace par l'ancien Vice-Baillif De la Soye <sup>24</sup>.

Dans les premiers jours de mai, le colonel de Courten reçoit du quartier-maître général Finsler l'ordre de dégarnir le Simplon et de concentrer des troupes sûres dans le Bas-Valais. L'on craint une entreprise du général Dessaix, qui s'est transporté avec un corps sur Thonon. La compagnie de Watteville est déplacée sur St-Maurice ; elle occupe, avec un détachement, le bourg de Monthey et met des avant-postes à la Porte du Scex et au Bouveret. Des espions sont envoyés du côté d'Evian pour surveiller l'ennemi. Le bataillon valaisan, qui n'est pas encore prêt à assumer un service actif, ne sera employé qu'en cas d'urgence <sup>25</sup>.

Sur ces entrefaites, par un message du 6 mai <sup>26</sup>, le général de Bachmann informe le colonel de Courten de sa nomination par la Diète de Zurich au grade de colonel de la Confédération. Il l'avise en même temps que, si les affaires d'Italie ne laissent plus rien à craindre à la suite de la déroute des Napolitains, les mouvements de l'armée française et la manière dont elle se renforce lui donnent de vives inquiétudes. Par un autre message du 12 mai <sup>26</sup>, il lui fait part du dernier dispositif de l'armée fédérale et des nouvelles promotions qu'il a provoquées.

Trois divisions suisses sont réparties le long de la frontière jurassienne. A l'aile gauche, celle du colonel de Gady ; au centre, celle du colonel Fuessly ; sur la droite, celle du colonel d'Affry. Une division de réserve est rassemblée près de Soleure, ayant à sa tête le colonel quartier-maître Finsler. Environ 40.000 hommes sont sous les armes, attendant la suite des événements. L'armée du Prince de Schwarzenberg, généralissime alliée, continue l'aile droite suisse dans la vallée du Rhin.

Pour couvrir son flanc droit, Napoléon a envoyé contre la Suisse les maréchaux Suchet et Lecourbe. Suchet a établi son quartier général à Chambéry. Ses lieutenants, les généraux Dessaix et Marchand, bloquent Genève, que défend le colonel de Sonnenberg, et occupent le pays de Gex. Des détachements se sont avancés le long du Léman, du côté de Thonon. Lecourbe s'appuie sur les forteresses de Belfort et de Besançon et menace les régions de Porrentruy et de Bâle <sup>27</sup>.

La reprise des hostilités paraît imminente.

Cette atmosphère guerrière stimule le zèle des Valaisans, et le Grand-Baillif de Sépibus peut bientôt annoncer au général de Bachmann que le 1<sup>er</sup> Bataillon est prêt à entrer en campagne. Son départ est fixé au 27 mai ; il rejoindra la division Fuessly dans la région d'Aarberg. Le 24, son colonel le passe en revue et l'asserménte ; dans la matinée du 25 a lieu la bénédiction du drapeau par Mgr de Preux, évêque de Sion <sup>28</sup>.



## CHAPITRE II.

**Le I<sup>er</sup> Bataillon valaisan rallie l'armée fédérale**

Le I<sup>er</sup> Bataillon valaisan quitte Sion à l'aube du 27 mai, en direction de Martigny. Sa marche-route lui prescrit l'itinéraire : Vevey, Bulle, Fribourg, Morat, Kerzers, Kallnach, Aarberg, où se trouve l'état-major de la division Fuessly.

Il passe la nuit à Martigny, en repart pour Bex, où il arrive dans la journée du 28. Trois compagnies sont cantonnées dans la localité avec l'état-major ; les trois autres, sous le commandement du capitaine Perrig, vont se loger à Ollon.

De Bex, le colonel de Courten donne à son frère Pancrace, de retour à Sierre, quelques détails sur ces deux premières étapes <sup>29</sup> :

« Nous sommes partis de Sion un peu après trois heures du matin, et arrivés à Martigny vers les midi, preuve évidente que nous n'avons pas forcé la marche. J'espérais que le reste de ma journée à Martigny serait supportable ; je me suis trompé. C'est une des plus pénibles après les deux dernières de Sion : des réclamations de tous genres par les présidents des communes des environs, des demandes de permission sans nombre, des distributions d'habillements, d'équipements, que sais-je ? ...A 2 heures du matin, j'ai fait battre la générale. La troupe, qui était détachée au Bourg nous ayant fait attendre, nous n'avons pu aller à la messe qu'à 4 heures ; cependant nous n'avons pas beaucoup souffert de la chaleur ; un petit air frais est arrivé à propos pour modérer les rayons du bel astre.

Mrs de St-Maurice, toujours galants et aimables au delà de toute expression, sont venus au devant de nous avec une musique militaire composée de Mrs de Quartéry, de la Pierre, etc. Nous avons défilé par sections de six files, tambours battants, drapeau déployé, et je suis arrivé à Bex où je commence à respirer... Mrs les officiers ne m'ont pas trop tenu compagnie depuis mon départ de Sion. Il y en a dans ce moment un certain nombre à St-Maurice ; je leur ai donné la permission d'y retourner pourvu qu'ils joignent ce soir... J'ai dîné, soupé, couché hier à Martigny à la Maison du St-Bernard... J'ai un déserteur : c'est un officier qui se nomme Schinner. Il était hier habillé d'un mauvais pantalon et sarau brun, sans sabre. Je lui ai représenté qu'il avait l'air du « frater » de la compagnie ; je lui ai ordonné de se procurer un sabre à Martigny, et j'ai appris ce matin qu'il était parti... »

La colonne se remet en marche à 2 heures du matin, le 29 ; elle perd une heure et demie à attendre le détachement Perrig d'Ollon, qui, au lieu de se reposer, a passé la majeure partie de la nuit à boire et à danser. A une demi-lieue du Château de Chillon, elle rencontre un bel officier « chamarré d'or », accompagné de son adjudant et d'une ordonnance : c'est le colonel Dietrich. Il vient, au nom de la Municipalité de Vevey, accueillir les Valaisans et inviter leurs officiers à un repas préparé à

l'Hôtel des Trois-Couronnes. Laissons au colonel de Courten le soin de nous décrire son entrée à Vevey <sup>30</sup> :

« Arrivés à la Tour Faubourg, nous trouvâmes une musique militaire, magnifiquement costumée. Nous fîmes halte pour secouer un peu la poussière, car on ne connaissait plus la couleur de nos uniformes. Je fis partager le bataillon par sections de six files, et, depuis la tour jusqu'à la grande place, nous défilâmes en parade, drapeau déployé, nos tambours relevant la musique. La marche passait encore, mais conçois comment nous nous sommes remis en bataille sur la place, ayant nombre d'officiers qui ne sont pas en état de guider une section, et manquant de bas-officiers ! Les distances furent manquées. J'y remédiai du mieux qu'il me fut possible. Enfin nous en fûmes quitte vers une heure après-midi. Il fallut faire toilette pour assister au dîner à trois heures.

Je fus logé chez le président de la Municipalité, dont le langage était assez dans mon sens ; tant pis pour lui s'il pensait autrement qu'il parlait. Il en est de même du colonel Dietrich, qui ne me dissimula pas que cette fête avait pour objet de chercher à éteindre, ou du moins, à diminuer la mauvaise opinion que les Valaisans ont conçue contre les Vaudois depuis l'année 1798 et autres. Le colonel me dit entre autres qu'il manquait deux officiers de la garnison au dîner, qu'ils lui avaient fait dire qu'ils n'avaient pas trouvé leurs épaulettes ; mais, ajouta-t-il, ce n'est qu'une feinte ; le vrai de la chose est qu'ils n'ont osé paraître devant vous parce qu'ils se rappellent qu'ils ont volé dans votre pays ; il me fit connaître les personnes les plus marquantes en opinions politiques...

Au dîner, qui fut d'environ 45 couverts, on porta nombre de toasts, tous relatifs aux circonstances... Plusieurs ne furent pas de mon goût. Je me gênai si peu que je ne touchai pas seulement mon verre, malgré toute la civilité que je crus mettre à ce dîner... Je restai à ce repas jusqu'à huit heures... Je revins aux environs de neuf heures pour écouter ce qui se passait. J'entendis que l'on dansait, et je crois, à ne pas en douter, que le cher capitaine P[errig] était ce soir, comme à celui de la journée d'Ollon, hors d'état de signer les bons pour sa compagnie. Le tout se passa cependant sans scène scandaleuse, ni fâcheuse...

Le soir, vers les dix heures et demie, la musique de la ville vint me donner une sérénade dans la cour de mon logement... »

Dans la journée du 30 mai, le bataillon continue sa marche par Châtel-St-Denis, et il atteint Bulle, où il est disséminé dans des cantonnements à Vaulruz, Vuadens, La Tour, Riaz et Echarlens <sup>31</sup>. Il descend le lendemain la vallée de la Sarine, et entre dans Fribourg, où il défile, drapeau déployé et tambours battants. Comme il doit y séjourner pendant deux jours, et que la ville loge déjà différents corps, le commissaire Fégely disperse les compagnies valaisannes à Matran, Villars-sur-Glâne et Cormanon. L'état-major s'empresse d'aller présenter ses hommages à l'avoyer Werro <sup>32</sup>.

Dans le courrier qui l'attend, le colonel de Courten trouve une lettre du lieutenant-colonel Veguer <sup>33</sup> : il l'informe que le général de Bachmann l'a chargé du commandement du Valais, que les hommes du II<sup>e</sup> Bataillon sont arrivés à Sion, « mais beaucoup sans fusils, gibernes, courroies », et ajoute en post-scriptum que S. A. le Prince Jean d'Autriche est descendu au « Lion d'or », venant de Milan, avant de repartir pour Berne.

Les Fribourgeois font un bienveillant accueil aux Valaisans qui, de leur côté, se distinguent par leur entrain, leur discipline et leur bonne tenue. Au moment de leur départ, le 2 juin, le président du Conseil communal Savary leur délivre un certificat très flatteur <sup>34</sup> :

« Le Conseil communal de la Ville de Fribourg se fait un devoir de témoigner à Messieurs les officiers et soldats du premier contingent du Canton du Vallais, sous les ordres de M. le chef de bataillon de Courten, les sentiments sincères de considération et d'affection que nous [ont] inspiré leur sage discipline et leur conduite distinguée pendant leur séjour dans cette ville. »



Le Général Nicolas-François de Bachmann  
(1740-1831)

Le même jour, le colonel de Courten reçoit un message du général de Bachmann le priant de se rendre immédiatement à Berne <sup>35</sup>. Il confie son bataillon au major de Werra, et, à brides abattues, il part pour le quartier-général, où il arrive à 4 heures de l'après-midi. Le colonel de Castella, chef du grand état-major, l'y accueille, et l'informe de sa nomination au grade de colonel-brigadier. Courten ne peut cacher son étonnement et sa surprise ; malgré l'insistance du général, qui est survenu entre-temps, il se retire en réservant sa parole. Après une nuit de réflexion, il refuse le poste d'honneur qui lui est confié, préférant se dé-

vouer entièrement au bataillon qu'il a juré de ne pas abandonner<sup>36</sup>. Il le rejoint à Kallnach, dans la journée du 3 juin, et, dans une lettre adressée au colonel Hauser, 1<sup>er</sup> aide de camp du général, il expose ses raisons<sup>37</sup> :

« Plus je considère l'état actuel du bataillon qui m'a été confié, plus je sens la nécessité de ne jamais m'en séparer. Les deux jours d'absence occasionnés par mon voyage au quartier-général ont suffi pour réveiller parmi nos soldats cet esprit d'inquiétude et de méfiance qui est le fond du caractère des peuples de notre Canton. Il serait fâcheux, Monsieur le Colonel, de voir tourner mal un bataillon que le meilleur esprit anime. Je me reprocherai toute ma vie d'avoir eu part à une défection quelconque d'une troupe qui est susceptible de servir la patrie d'une manière avantageuse.

En qualité de commandant du bataillon valaisan, je puis être utile à la cause commune, et j'oserais même dire que je suis nécessaire à ce poste. Il y aurait de la suffisance à me flatter de pouvoir remplir à la satisfaction de mes chefs le devoir de commandant de brigade, et particulièrement d'une brigade composée de nombreux bataillons dont la correspondance devrait essentiellement se faire dans une langue qui m'est peu familière. Veuillez donc, Monsieur le Colonel, être envers S. Exc. le Général en chef, l'interprète de mes sentiments de gratitude et le convaincre de la nécessité de faire un autre choix...

Je ne rougirai jamais d'avoir fait le sacrifice d'un poste brillant à un commandement où je crois pouvoir me rendre plus utile, ma seule ambition étant de servir la patrie dans l'état de crise où elle se trouve. S. Exc. pourra se convaincre que je ne me suis jamais considéré en activité de ce grade, n'en ayant jamais voulu percevoir les émoluments, ni prendre le costume. Je n'en conserverai pas moins et pour toujours le souvenir des marques de bienveillance que m'a prodiguées S. Exc. le Général en chef. »

Il profite de l'occasion pour donner quelques détails sur son bataillon :

« Le bataillon manque encore de fusils ; nous en avons surtout qui demandent des réparations, et nous sommes sans armuriers. Nous n'avons point de fourgons, point de caisses à médicaments ; en un mot, nous sommes partis du Valais au dépourvu de nombreux objets de première nécessité. Je ne vous dissimule pas, M. le Colonel, que cet état de pénurie en tous genres m'est d'autant plus douloureux que nous avons une espèce d'homme qui mériterait d'être mieux traité. Je suis sans moyens. Ne croiriez-vous pas qu'un ordre un peu sévère qui me serait adressé par S. Exc. pour me forcer à mettre mon bataillon sur le pied des autres bataillons confédérés produirait un bon effet ; il mettrait le gouvernement du Valais dans la nécessité d'envoyer un commissaire pour suppléer à nos besoins ? Voilà encore, comme vous le voyez, de la pure confiance... »

Pendant l'absence de son commandant, le bataillon avait continué sa marche sur Morat, où il s'était arrêté. Officiers et soldats avaient gaieusement festoyé, vidé de nombreuses bouteilles, et dansé avec les personnes légères de l'endroit. Des rixes avaient eu lieu, et la discipline était fortement ébranlée, lorsque dans la soirée du 3 juin, le colonel de Courten retrouve ses hommes à Kallnach. Il les harangue en quelques paroles précises et sévères, et conclut lapidairement : « Messieurs, il faut quitter la bouteille et les filles<sup>38</sup>. »

Le 4 juin, le 1<sup>er</sup> Bataillon valaisan arrive à destination. Sur les ordres du divisionnaire Fuessly, dont l'état-major est à Aarberg, il est cantonné

dans plusieurs villages en face du lac de Bienne : Teuffelen, Gerlafingen, Lattrigen, Epsach, Möringen, Hermringen, Hagneck. Le 6 juin, le colonel de Courten en fait le rapport à son gouvernement <sup>39</sup> :

« Excellences, très illustres Membres du Conseil d'Etat,

Nous avons occupé les cantonnements qui vous ont été désignés par Monsieur le Colonel Fuessly, commandant notre division : ce n'est pas sans douleur que je vois mon bataillon dispersé à  $\frac{5}{4}$  de lieue à la ronde et forcé de faire  $\frac{3}{4}$  de lieue pour le recevoir sur une place d'exercice. Cet inconvénient met un grand obstacle à notre instruction qui est bien reculée comparativement à celle des bataillons qui nous entourent.

Nous occupons avec les six compagnies les villages de Teuffelen, Gerleffingen, Lattrigen, Espach, Moeringen, Ermringen et Hagneck. La plupart de nos soldats couchent dans les granges sur le foin, ce qui leur fait éprouver d'une manière plus sensible le manque de capottes.

Les sacrifices en tous genres que le corps d'officiers que j'ai l'honneur de commander, vient de faire, ne peuvent point être portés en ligne de compte avec le désagrément et la peine que nous éprouvons en ce moment, voyant que nous manquons encore de bien des choses, dont on ne s'aperçoit que par les inspections journalières, telles sont des capottes, des havresacs, des guêtres, des bonnets de police, des bajonnettes, leurs fourreaux, les fourgons, leurs chevaux, qui doivent être à la suite de chaque bataillon, et ce qui est le pire de tout, des armes qui nous manquent ou qui sont de nature à être réformées, même une partie de celles que le soldat a reçu à Sion.

Dans cet état des choses, que devais-je, que pouvais-je faire, pour ne pas exposer mes braves soldats, mon gouvernement, enfin ma patrie entière, à une confusion dont le Vallais aurait des reproches éternels à se faire, que d'envoyer Mr le quartier-maître à Berne pour nous procurer tous ces objets ?

Excellences, illustres seigneurs, vous voudrez bien vous le persuader, que ce n'est point par ostentation que j'ai pris cette résolution extraordinaire, mais uniquement pour donner une preuve de mon dévouement à la cause commune, et pour conserver à ma patrie le nom qu'elle s'est acquis à tant de titres, particulièrement dans les années dernières... Comment pourrions-nous nous mêler dans les rangs de nos confédérés, si nous manquons des choses les plus essentielles, comment enfin nous mesurer avec un ennemi qui n'épargne rien, pendant que notre soldat sent qu'il lui manque les moyens de montrer sa bravoure. Je le sais, Excellences, que la chère patrie se trouve sous bien des rapports dans la situation la plus pénible, mais le moment est arrivé où elle doit faire tous les sacrifices dépendants d'elle pour conserver le rang parmi les nations qui se sont battues pour l'indépendance et la liberté de leur pays.

D'après ces principes, et d'après les instances de Messieurs les officiers, je viens de nouveau de refuser le commandement d'une brigade, que Son Excellence Monsieur le Général en chef voulait bien me faire l'honneur de me confier pour ne m'occuper que du bataillon que vous m'avez confié, et lui donner tous mes soins.

Lors de notre départ, vous avez assuré le soldat que votre sollicitude paternelle le suivrait partout. Je vous conjure de penser à lui et je me joindrais à lui pour vous témoigner toute notre gratitude. »

Il exprime les mêmes doléances à son frère en lui donnant quelques détails complémentaires <sup>40</sup> :

« Il est probable que nous passerons quelque temps dans nos cantonnements. Ce n'est pas ce qui me fait le plus de plaisir ; je préférerais un peu de la mission attachée à notre état en temps de guerre et être dans un camp où je pourrais réunir mon bataillon à volonté. Ici l'instruction ne peut faire les progrès que je désirerais, et dont nous avons grand besoin... Je suis obligé de

faire une lieue et demie avec une partie de ma troupe pour arriver sur la plaine de Nidau, seule place où l'on puisse réunir un bataillon. Nous exerçons le matin par compagnie sur le bord des routes de traverse. Je n'ai qu'à me louer de l'obéissance et de la conduite de mes soldats, mais la composition de nos bas-officiers, qui sont en général d'une ignorance et d'une indolence que je ne puis vaincre, me laissera longtemps en arrière. Nous ferons ce que nous pourrons et nous ne ménagerons ni le temps ni nos forces pour activer l'organisation du corps... Ma position devient de jour en jour plus fâcheuse. Nous nous trouvons entourés de bataillons bien armés, exerçant très bien, et nous n'avons pas la moitié de ce qu'il nous faut pour être présentable... Je ne connais qu'un événement qui puisse me sauver de l'humiliation dont mon âme est pénétrée, c'est de voir les hostilités commencer et de pouvoir marcher avec ma troupe à l'ombre de quelques bataillons qui nous serviront de guides, mais comment cela ira-t-il avec des officiers dont une partie n'ont pas l'idée du service et ne s'occupent pas plus de l'apprendre que s'ils ne portaient pas d'uniforme... Dieu seul sait comme tout cela finira. Je sais que si je quitte le bataillon, la confusion y serait bientôt générale ; le major me le dit tous les jours...

Je suis logé chez un brave ministre, sourd comme un pot ; il a un aide qui est assez causant et surtout bien pensant, ainsi que tous les habitants de cette maison : une bonne vieille de soixante ans, femme du curé, une sœur du curé, d'environ cinquante à quelques années, deux jeunes filles fort douces, mais assez languissantes... J'ai prié la famille de ce presbytère de vouloir me donner la pension ; elle s'y est prêtée de bonne grâce, et je vis au milieu de ces braves hôtes comme si nous étions d'une même famille... »

Au milieu de ses mécomptes et de ses désillusions, le colonel de Courten trouve un appui bienveillant et efficace auprès de son divisionnaire, le colonel Fuessly, qui use de son influence auprès du quartier-maître général Finsler et du commissaire des guerres Heer pour procurer au bataillon valaisan les instructeurs et les objets d'équipements dont il manque. Fuessly insiste de son côté auprès de son subordonné pour qu'il accepte la brigade que lui offre le général et qui doit compléter la division du centre <sup>41</sup>. Courten réitère son refus <sup>42</sup> :

« L'engagement sacré que j'ai pris envers les officiers et soldats de ce corps de vouloir faire cette campagne à leur tête, la confiance dont Messieurs les officiers veulent bien m'honorer, l'attachement que les soldats m'ont témoigné depuis le jour de leur réunion, forment un ensemble de considérations et de sentiments que je ne puis étouffer... Si dans la suite S. Exc. le Général en chef me juge susceptible de pouvoir rendre des services plus conséquents, je me ferai un devoir de répondre à son appel. »

Sur ces entrefaites, une proclamation du 10 juin de la Diète helvétique vient stimuler le zèle et l'ardeur des Suisses mobilisés <sup>43</sup> :

« Lorsque nous vîmes le repos et la sûreté de la Suisse compromis par les événements qui se passaient en France, nous vous appellâmes aux armes. Vous êtes accourus pleins d'ardeur et de courage, vous avez volé aux frontières de la patrie. Soldats ! Un danger plus grand et plus pressant la menace aujourd'hui. Le Chef actuel de la France, celui contre lequel s'est formée la ligue redoutable des Puissances Européennes, prépare toutes ses forces, réunit tous ses moyens pour soutenir cette grande et dernière lutte. Ce n'est pas de la possession ou de la conquête de quelques provinces en litige entre les Souverains, qu'il s'agit aujourd'hui ; la Suisse neutre devrait rester étrangère à de tels différends ; il

s'agit de la paix et de la tranquillité de l'Europe. La Confédération a accédé à cette sainte alliance, non pour faire la guerre aux habitants de la France, dont elle reste toujours l'amie, et auxquels elle souhaite une félicité durable ; mais la Suisse, si près du danger, et n'étant plus assurée pour son propre territoire, ne peut nullement, par l'application de son système de neutralité, rester dans l'inaction ou l'insouciance, à l'approche d'une crise aussi redoutable.

« Vous devez donc, Soldats confédérés, ainsi que nous en avons contracté l'engagement envers les hautes Puissances alliées, vous devez couvrir par votre énergie et votre valeur notre frontière du côté de la France, la seule que nous envisagions comme menacée. C'est en défendant le territoire suisse, vos propres foyers, que vous concurrez au grand but du rétablissement de la tranquillité et de la paix en Europe... Soldats ! Vous acquerrez par votre fidélité, votre courage et votre persévérance l'estime de l'Europe et les bénédictions de la patrie... Souvenez-vous des grandes actions de vos pères. Sur ces mêmes champs de bataille où plusieurs d'entre vous se trouvent réunis, le sang de nos ancêtres fut versé pour la patrie et la liberté. Heureux dans la possession de leur héritage, votre conduite sera digne d'eux, et Dieu, qui leur donna la victoire, sera aussi avec Vous. »

Le bataillon valaisan, réuni à Teuffelen, écoute avec une religieuse attention cette proclamation. Il renouvelle ses témoignages de confiance et d'attachement à son chef, lorsqu'il en est brusquement séparé.

### CHAPITRE III.

#### Une armée autrichienne traverse le Valais

Dans les premiers jours de juin 1815, alors que l'on ignore encore de quel côté Napoléon va porter son principal effort, le généralissime allié Prince de Schwarzenberg prend ses dispositions en vue de parer à toute éventualité. Tandis que les Anglais du Duc de Wellington et les Prussiens du général Blücher s'avancent dans les plaines des Pays-Bas, l'armée du Rhin s'apprête à marcher sur Paris par le nord de la France. Elle sera soutenue sur son flanc gauche par les Suisses et par les Autrichiens du général de Frimont, qui doivent pénétrer d'Italie en Savoie par le Simplon et le Mont-Cenis.

Le 10 juin, le général-major de Steigentesch fait savoir à la Diète helvétique que le moment est arrivé où l'article 4 de la convention du 20 mai doit déployer ses effets, et qu'avec son autorisation, des troupes alliées vont traverser la Suisse, par le Simplon sur Genève, par Schaffhouse, Rheinfelden et Bâle sur la frontière française <sup>44</sup>.

Le 11 juin, le général de Bachmann mande par exprès le colonel de

Courten à Berne : un courrier autrichien l'attend, porteur d'un message du général-major de Steigentesch libellé comme suit <sup>45</sup> :

« Monsieur le Comte,

Je viens de recevoir dans ce moment de la part du Prince de Schwarzenberg, les ordres concernant les troupes qui doivent passer par la Suisse, et j'ai l'honneur de vous aviser qu'en conséquence de cela, une colonne de 50.000 hommes doit marcher par le Simplon et Genève sur Lyon, la dite colonne devant déjà se trouver réunie à Genève le 27 du courant.

Le Prince de Schwarzenberg, appréciant votre zèle ainsi que les services que vous avez déjà rendus précédemment à la bonne cause, me charge de vous en donner connaissance et de vous inviter à favoriser le passage des troupes par cette partie de la Suisse, et principalement sur Domodossola, Brigue, Sion, Aigle, et de lui procurer toutes les facilités.

L'approvisionnement des troupes, qui ne peut être soigné en ce pays autrement que par le secours des Gouvernements cantonaux, est l'objet que je dois vous confier en Valais, Monsieur le Comte, en tant qu'il regarde cette contrée, et je vous prie, après vous être entendu à ce sujet avec les autorités de la Savoie, d'établir, de concert avec elles, un prix fixe pour le traitement de chaque homme, ainsi que pour la ration des chevaux. Vous m'obligerez beaucoup de me donner un précis sur cet objet principal, ainsi que d'en aviser le porteur de la présente, lequel est chargé d'en faire un rapport instantané au Baron de Frimont, commandant en chef.

Son Exc. le Président de la Diète, M. de Wyss, a déjà prévenu M. le Général de Bachmann de vous accorder un congé pour tout le temps que vous employerez à cet objet. L'espace du tems ne me permet point d'entrer en détail sur ce point. Le porteur de la présente, M. le Comte Lychnowsky, est parfaitement instruit sur tout ce qui a rapport à cette missive, il vous communiquera les doutes qui pourraient intervenir et vous aidera à surmonter toutes les difficultés ainsi que les entraves qui pourraient s'opposer à l'exécution d'un point si important. »

Avec l'autorisation de son chef, le colonel de Courten se rend immédiatement en Valais. Il expose au Conseil d'Etat et à la Commission centrale l'objet de sa mission, et discute avec eux des mesures à prendre. Le lieutenant-colonel de Pourtalès, qui l'a accompagné, est chargé de le seconder et de servir d'agent de liaison avec Berne. Dans un message du 15 juin, le général de Bachmann donne ses instructions au colonel de Courten <sup>46</sup> :

« Je reçois dans cet instant l'avis qu'à la réquisition de M. le général de Steigentesch au nom des Ministres alliés, la haute Diète a accordé par son décret d'hier le passage de l'armée autrichienne par le Simplon. En conséquence des ordres que j'ai reçus à ce sujet, je vous transmets celui de ne faire aucune opposition à ce passage.

Vous accompagnerez la colonne autrichienne pendant tout son passage sur le territoire de la Confédération, et vous ferez tous les efforts en ce que :

1. la marche se fasse promptement et en traversant le moins de territoire possible ;

2. que les lieux d'étappes soient ménagés, et les livraisons devant être bonifiées, qu'elles soient exactement contrôlées pour le nombre d'hommes et de chevaux, et toutes autres fournitures qui pourraient être faites.

3. Vous vous opposerez à tout établissement d'hôpitaux ou de dépôts, et vous prendrez en général pour base de votre conduite la convention du 20 mai



en vertu de laquelle le passage a lieu. Il faudra tâcher de faire suivre les malades par chars ou en cas d'impossibilité les faire soigner sans établir un hôpital.

4. Vous vous employerez à ce que dans les lieux où seront stationnées des troupes de la Confédération, leurs commandants conservent le commandement de la place.

Dans toutes vos ouvertures vous insisterez sur les relations d'amitiés qui subsistent et vous les ferez valoir pour empêcher tout mauvais traitement que pourraient se permettre les officiers, sous-officiers ou autres individus de l'armée autrichienne contre les gens du pays. Vous ferez les représentations les plus efficaces à ce sujet, et exigerez du commandant la punition sévère de ceux qui se permettraient des vexations contre les habitants.

J'envoie ce même ordre à M. le Lt.-colonel de Pourtalès. Vous vous entendrez avec lui pour son exécution.

Je vous prévieni confidentiellement que le passage du Rhin par les Alliés s'opérera incessamment sur les points de Rheinfelden et de Bâle, et le 19 sur celui de Schaffouse...

Je vous autorise à cantonner *momentanément* à l'écart de la route le second bataillon valaisan... »

Des commissaires de l'armée autrichienne d'Italie arrivent à Sion, et le 17 juin, une convention est établie pour régler le passage, fixer les lieux d'étapes, la quantité et le prix des fournitures<sup>47</sup>. Elle est signée, pour le Valais, par MM. de Sépibus, de Rivaz et de Courten ; pour les Autrichiens, par le Comte Larisch, les intendants von Kolb et Bernasky. Brigue, Tourtemagne, Sion, Martigny, St-Maurice, St-Gingolph sont désignés comme lieux d'étapes. L'on y fournira autant que possible les rations de pain et de viande pour 12 creutzers et demi, savoir 8 onces de viande et 24 onces de pain, poids de marc ; la ration de fourrage, composée de 18 livres de foin et 4 livres de seigle, le tout aussi poids de marc, pour 10 batz, soit 40 creutzers la ration. Le quintal de bois sera payé 5 batz ou 20 creutzers ; la livre de chandelles, 7 batz ou 28 creutzers ; les transports, 6 batz par lieue par chaque collier, pour les voitures à plusieurs colliers, et à 8 batz, pour celles à un collier. « Monsieur le Comte de Courten promet au nom de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche le payement des livraisons qui auront été faites sur la base des prix établis ci-dessus. » Ces livraisons sont prévues pour 50.000 hommes et 10.000 chevaux ; elles commenceront dès le 18 juin pour un maximum journalier de 8000 hommes par étape.

Mais voici que des nouvelles alarmantes viennent jeter le trouble en Valais. Au moment où Napoléon entre en Belgique pour attaquer les Anglais et les Prussiens, le maréchal Suchet, qui a eu vent de l'arrivée prochaine des Autrichiens d'Italie, s'avance en force sur Genève ; il occupe Carouge et Chêne dans les journées du 16 et du 17 juin, et envoie des détachements importants sur Thonon, pour barrer le passage à l'ennemi<sup>48</sup>.

Le colonel de Courten s'empresse de mettre le Bas-Valais en état de défense. Il est assisté du lieutenant-colonel Baron de Welden, officier de l'état-major autrichien, qui est venu reconnaître les lieux <sup>49</sup>. Des compagnies du II<sup>e</sup> Bataillon sont placées sur le col de la Forclaz et au Châtelard, pour surveiller le val de Chamonix ; d'autres sont réparties entre le Trient, St-Maurice et Monthey, avec des postes au col de Coux et à Morgins. La compagnie de Watteville occupe Vouvry et St-Gingolph avec une avant-garde près de Meillerie <sup>50</sup>. De son côté, le général de Bachmann ordonne au divisionnaire de Gady de faire marcher la brigade de Graffenried sur Aigle ; elle sera soutenue par la brigade de Glutz qui prend position à Moudon et à Mézières <sup>51</sup>. Dans le but de se mettre en contact avec le Valais, le Conseil d'Etat de Genève délègue le capitaine Naville auprès du colonel de Courten <sup>52</sup>.

Cependant, les courriers du Simplon annoncent l'approche de l'armée autrichienne d'Italie.

Dans la première quinzaine de juin, le général de cavalerie Baron de Frimont, commandant en chef en Lombardie, a réuni autour de Novarre et de Verceil environ 100.000 hommes, qui sont destinés à débloquer la place de Genève et à s'emparer de Lyon. Tandis qu'une partie de ce corps sous les ordres du général de Bubna, se dirigera sur Turin et franchira le Mont-Cenis, que la division de Trenk passera par Ivrée, Aoste et le Petit-St-Bernard, le général Radivojewich pénétrera en Valais avec 34.000 hommes, et le général Meerville le suivra avec une réserve de 25.000 hommes <sup>53</sup>.

L'ordre de départ est donné le 17 juin.

Le 18, alors que le colonel de Courten est encore à Martigny, où il achève son dispositif de défense contre les Français, le général Crenneville lui annonce du haut du Simplon, qu'une avant-garde de 2.600 hommes, commandée par le général Bogdan, descend dans la vallée du Rhône <sup>54</sup>. Elle passe à Sion le 19, suivie de près par l'armée principale : 3.966 hommes le 20, 15.054 le 21, 10.727 le 22, 1.048 le 23. En outre, 4800 hommes de la division de Trenk franchissent le Grand St-Bernard le 21, et arrivent à St-Maurice <sup>55</sup>.

Ce défilé de près de 34.000 hommes provoque un mouvement extraordinaire le long de la grand'route, et dans les localités qu'il traverse. Les initiés peuvent reconnaître, dans la bigarrure des uniformes et dans la variété des shakos, des bataillons du 7<sup>e</sup> chasseurs à pied et des régiments frontières Warasdiner-Kreutzer et Wallach-Illirisch, les régiments Archiduc Louis, Aloïs Lichtenstein, Strauch, Beaulieu, Grand-Duc de Toscane, hussards du Roi de Prusse Frédéric-Guillaume, dragons de Sa-

voie, infanterie de Giuley et de Mariagy, accompagnés de leur artillerie et d'innombrables charrois <sup>56</sup>.

Le Conseil d'Etat du Valais et les habitants rivalisent d'ardeur et de zèle pour faire face à leur énorme tâche. Guides des colonnes, chefs d'étapes, intendants des magasins, commissaires aux cantonnements, voituriers, etc., font de leur mieux pour satisfaire leurs hôtes encombrants, éviter des retards, remédier aux embouteillages, etc. Le soir, dans les lieux d'étapes, où le soldat loge chez l'habitant ou sous la tente, règne une bruyante animation. Les chants et les musiques militaires se prolongent dans la nuit, où rougeoient les lueurs des feux de camp.

A cheval dès l'aube, le colonel de Courten parcourt la vallée et ne connaît pas un moment de répit. Le 23 juin, il trouve cependant quelques instants pour faire un premier rapport au général de Bachmann <sup>57</sup> :

« Votre Excellence,

Je profite d'un moment dont je puis disposer pour avoir l'honneur de vous adresser un rapport succinct de la marche des troupes autrichiennes qui traversent notre canton...

J'ai cru devoir vous envoyer une copie de la convention que nous avons faite avec les commissaires autrichiens. Nous aurions tenu avec une scrupuleuse exactitude tous les articles de cette convention, si l'arrivée inopinée, ou pour mieux m'expliquer, anticipée de la troupe, et la marche irrégulière des colonnes ne nous avait plongé dans le plus grand embarras.

La marche avait été combinée de manière à ce que la première colonne devait déboucher au Simplon le 19 ; nous avions l'assurance de voir nos magasins établis jusqu'à ce jour dans les premiers lieux d'étape. L'activité et le zèle inconcevables dont le Conseil d'Etat était animé, avait électrisé nos peuples, à ce point que notre vallée ressemblait assez à une république d'abeilles. Des centaines de paysans dans chaque dizain faisaient plusieurs fois le jour le voyage de leur pénible vallée pour amener dans les magasins les objets requis. En un mot le succès des opérations projetées se manifestait au-delà de notre espérance lorsque nous fûmes frappés de stupeur en apprenant que le 17 une colonne de 2600 hommes était arrivée au Simplon. Rien n'était prêt à Brigue pour la recevoir, c'est à dire qu'il n'y avait point de pain de cuit, point de foin bottelé, etc. Cependant comme la colonne n'était pas nombreuse, tout fut prêt pour son arrivée à Brigue. Cette colonne formant l'avant-garde sous le commandement du général Bogdan, se porta à marches forcées à Monthey, où elle arriva le 20.

Le 19 arriva à Tourtemagne, après avoir rafraîchi à Brigue, une colonne de 3966 hommes venant d'une seule marche du Simplon. Le 20 arriva encore à Tourtemagne une petite armée, qui avait fait également sa marche depuis le Simplon ; sa force était de 15.054 hommes. Le 21 arriva encore au même lieu d'étappe, une colonne forte de 10.727 h. Cette dernière colonne se trouve dans ce moment à Sion, et continue sa route demain matin pour Martigny.

Votre Excellence peut juger de notre situation ayant du nourrir 32.347 h. en 4 jours, n'ayant pas une livre de farine à l'avance. Sans doute nos magasins étaient déjà bien fournis en grain, mais la manipulation était effrayante. Cependant on ne s'est point découragé ; à force de bras mis en activité jour et nuit, on est parvenu à fournir aux besoins de cette troupe. A Brigue et à Tourtemagne, les soldats des deux fortes colonnes ont du se contenter de demies rations de pain ; on a suppléé à ce défaut en ajoutant une demie livre de viande et à chaque homme, sa demie bouteille de vin. Le foin a été en abondance partout. Les huzards (à Tourtemagne surtout) en ont toujours abusé ; ayant cons-

truit des barraques pour se garantir des injures du tems, ils employaient une partie de leurs fourrages pour couvrir ces barraques et dédommageaient leurs chevaux en fourageant les prairies non fauchées.

Demain arrive ici l'artillerie de réserve.

Hier matin, je fus au devant de S. E. le Général Radivojewich commandant en chef en l'absence de M. le Comte de Frimont. Je le trouvai à une demie lieue de Brigue ; je revins avec lui jusqu'à Tourtemagne. Il me donna tous les renseignements sur la suite du passage ; il m'assura très positivement que nous avons huit jours à l'avance pour nous préparer à recevoir l'armée de réserve. Je m'empressai de venir communiquer cette consolante nouvelle au Conseil d'Etat. Nous primes toutes les dispositions pour engager nos peuples à faire de nouveaux efforts.

Votre Excellence peut se convaincre de notre zèle à répondre aux intentions de la haute Diète par l'activité que nous avons mise à pourvoir en si peu de tems aux besoins de l'armée impériale.

Nous nous flations de l'espoir de traiter l'armée de réserve encore mieux que celle qui vient de traverser le canton, mais cet espoir est bien loin de nous, et le désespoir est dans nos cœurs. Je fus frappé d'abattement au moment où S. Exc. le Général Radivojewich, qui me fit demander ce matin, m'annonça qu'une colonne de l'armée de réserve, forte de 16.000 hommes arriverait ce soir à Brigue, et serait suivie demain d'une seconde de 6000, que le passage de cette grosse réserve finirait par celui de trois divisions d'artillerie. Il est impossible que nous puissions suffire à tant de surprises ; nous tremblons pour les suites... »

En effet, l'armée de réserve que conduit le général Meerville ne tarde pas à défiler à travers Sion : 15.069 hommes le 24, 1.067 le 25, 2.296 le 26, 4.361 le 27, 553 le 28, et 2.387 le 29 : régiment de Zach, Landwehr Sibenburger-Wallach et Lindenau, régiments Dragons Royal Maximilien et de Riche, etc. En l'espace de 10 jours, c'est un défilé ininterrompu de près de 64.000 hommes, avec 16.000 chevaux, quelques centaines de bœufs, et environ 2000 chars <sup>58</sup>.

Mais tandis que le gros de cette armée est engagé dans la vallée du Rhône, son avant-garde, sous les ordres du général Bogdan, se heurte près de Meillerie à un fort détachement du maréchal Suchet. Elle réussit à le bousculer et à le contraindre à la retraite, mais ce contretemps provoque un retard de deux jours dans la marche des colonnes principales, et occasionne au Valais un surcroît de fournitures, 130.000 rations pour les hommes, 30.000 pour les chevaux. Cet arrêt aurait pu se prolonger encore, si la défaite de Napoléon à Waterloo, le 18 juin, n'avait obligé les Français à débloquer Genève et à reculer sur Lyon.

Le 25 juin, de St-Maurice, où il attend le général Baron de Frimont, le colonel de Courten mande au Grand-Baillif de Sépibus <sup>59</sup> :

« Votre Excellence,

Il pourrait se faire que vous eussiez reçu un courrier de Berne, mais dans l'incertitude, je crois de mon devoir de vous en adresser un pour vous communiquer un extrait des dépêches que je viens de recevoir du quartier-général. Ce sont des copies conformes aux originaux adressés par S. A. le Prince de Schwarzenberg du quartier-général de Heidelberg le 21 juin...

Le 15 juin, Napoléon réunit 5 corps d'armée et toute sa garde dans le dessein d'attaquer le Maréchal Blücher dans ses cantonnements près de Sombreuf. Le Lt-général Ziethen reçut l'ordre d'arrêter l'ennemi aussi longtemps qu'il pourrait. Le 16 tous les corps d'armée prussiens (le 4ème excepté) se trouvèrent



Le Grand-Baillif Léopold de Sépibus  
(1759-1832)

réunis entre Sombreuf et Ligny. Napoléon les attaqua ce jour avec des forces infiniment supérieures, mais toutes ses attaques furent repoussées.

Cependant le Maréchal Blücher, pour opérer sa jonction avec le Prince Wellington et le 4ème corps d'armée, se retira dans la nuit du 16 au 17 sur Waver. De l'armée de Wellington, il n'y eut que le corps du Prince Orange d'engagé dans la journée du 16. Pour opérer sa jonction générale, le Prince Wellington se porta le 17 à Waterloo.

Le 18 Napoléon attaqua le Maréchal Wellington. La bataille dura tout le jour ; de part et d'autre les troupes se battirent en désespérées ; vers le soir,

la déroute se mit dans l'armée de Napoléon. Le Maréchal Blücher se réunit à Wellington pour la poursuite de l'ennemi qui se retira dans le plus grand désordre...

J'ai reçu l'ordre de faire tirer 50 coups de canon. Cette nuit Genève a déjà fait sa réjouissance en faisant entendre son artillerie...

Je suis forcé pour deux motifs d'attendre ici le général en chef : la première parce que, vu l'embarras sur les routes, j'aurais peine à passer ; la seconde, parce que le colonel de son Etat-major me dit qu'il doit être ici pour 4 heures du soir. »

A la suite de ces heureuses nouvelles, les postes du Bas-Valais sont dégarnis, et le II<sup>e</sup> Bataillon se rassemble de nouveau à Sion. La compagnie de Watteville quitte Vouvry le 26 juin, et va rejoindre la brigade de Graffenried qui se déplace d'Aigle à Yverdon <sup>60</sup>.

Il n'en restait pas moins que les Autrichiens ruinaient le malheureux Valais, où 68.000 habitants devaient entretenir un nombre égal de militaires.

Le 24 juin déjà, le Grand-Baillif adresse un message éploré à la Diète helvétique <sup>61</sup> :

« Nous avons d'abord escompté que, conformément aux conditions que la haute Diète avait prescrites, cette armée traverserait notre territoire avec toute la promptitude possible, sans aucun séjour, et aujourd'hui, nous avons dans la partie inférieure de notre canton environ 32.000 hommes, qui y sont arrêtés et y séjournent, contre plus de 20.000 qui sont actuellement dans la partie supérieure, et qui vont augmenter l'engorgement dans d'autres parties...

Nous avons écrit deux lettres à nos voisins du canton de Vaud pour leur faire connaître notre insuffisance à nourrir une colonne de 30.000 hommes qui n'avait pas été annoncée dans le principe, et leur demander des vivres pour cette troupe. Nous avons d'autant plus compté sur le succès de notre demande que l'armée ne passant le Simplon qu'en vertu de l'art. 4 de la convention du 20 mai, son entretien devenait de droit une charge fédérale, dont le remboursement serait réglé par des commissaires. Malgré d'aussi justes motifs, nous n'avons jusqu'ici pu obtenir aucun secours de sa part.

Toutes ces circonstances plongent ce canton dans un état de détresse qu'il est impossible d'exprimer et qu'il est pour nous un devoir sacré de ne pas vous laisser ignorer.

Nous aimons à croire que les sentiments de fraternité qui animaient autrefois tous les Suisses, ne laisseront pas la Diète insensible aux maux qui nous accablent. Notre canton est le seul, à ce qu'on nous rapporte, où le passage des troupes étrangères a été effectué, et si notre position topographique nous a voués à ce malheur, nous attendons au moins en toute confiance que les cantons confédérés, qui jouissent paisiblement du calme qu'assurait à tous notre ancienne neutralité, s'empressent à toutes les mesures qui peuvent adoucir nos peines... »

Le président de la Diète s'empresse de faire des instances auprès du ministre autrichien Baron de Schraut <sup>62</sup> :

« Le Président de la Diète a l'honneur de communiquer à S. E. Monsieur de Schraut, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de S. M. l'Empereur d'Autriche, l'extrait d'une lettre du gouvernement du Valais, qui représente l'affreuse détresse où ce pays se trouve plongé par l'entassement d'une armée autrichienne très nombreuse dans la partie inférieure de la vallée...

Les rapports que la Diète a reçus du général en chef et du quartier-maître général de l'armée confirment cet exposé par les détails les plus affligeants. Les troupes, entassées par 20 et 30 hommes dans la demeure de chaque paysan, devorent toute espèce de provisions. Le bétail est tué ; on arrache à la terre des fruits mal mûrs, qui devaient servir à l'entretien du pauvre pendant l'hiver. L'envoyé du général de Bachmann dans le Valais, Monsieur le Comte de Courten, dont le zèle et le dévouement sont bien connus des généraux de l'armée autrichienne, ne peut plus rien faire pour son malheureux pays ; la misère et la désolation sont à leur comble.

Le président soussigné, au nom de la Diète, appelle l'attention de S. E. Mr de Schraut sur ce triste état de choses et sollicite son intervention la plus efficace auprès des autorités de l'armée pour obtenir au Valais un soulagement immédiat par l'éloignement des troupes et en même temps les secours et les justes dédommagements auxquels il a droit...

S. M. l'Empereur n'apprendra pas sans émotion les malheurs du pays de Valais. Le soussigné prie S. E. Mr le Baron de Schraut d'en mettre le tableau sous ses yeux ; il sollicite avec confiance de la grande âme de S. M. de prompts secours et de généreuses indemnités. En attendant, il est de la dernière urgence que S. E. veuille bien écrire au général Frimont pour lui demander de faire sortir au plus tôt ses troupes de cette triste contrée, que leur présence ruine et qui ne peut les nourrir, et pour le prier de faire payer immédiatement en numéraire des acomptes aussi considérables que possible. »

De son côté, le général de Bachmann intervient auprès du général-major de Steigentesch et auprès du général en chef de Frimont, et par un courrier du 30 juin il transmet au colonel de Courten la réponse qui lui est adressée par le général-major de Steigentesch <sup>63</sup> :

« J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu de la part de S. A. le Prince de Schwarzenberg 2000 louis d'or pour être payés à la diète de la Confédération comme un acompte du montant des livraisons faites dans le Valais aux troupes autrichiennes. Cette somme, qui eut été plus considérable si on l'eut désiré, a été demandée par la diète. En vous instruisant, Monsieur le Comte, d'un payement destiné à subvenir aux besoins les plus urgents, je vous prie en même temps de régler tout ce qui concerne l'approvisionnement des troupes autrichiennes dans votre pays, pour vous mettre en intelligence avec Mr l'Intendant de l'armée d'Italie, ou pour en référer à Mr le colonel Ott, commissaire de la diète au quartier-général du Prince de Schwarzenberg, qui est chargé de s'entendre avec Mr l'Intendant de la grande armée pour les fournitures faites aux troupes alliées pendant leur passage par le territoire suisse.

Le zèle et le dévouement dont vous avez fait preuve chaque fois qu'il s'agissait des intérêts de la bonne cause et particulièrement dans ce moment-ci, ont toujours été reconnus et duement appréciés. Ma cour, empressée de récompenser le mérite, me charge de vous en exprimer sa reconnaissance et de vous envoyer la décoration de son ordre de St-Léopold comme un témoignage de sa bienveillance. En vous la remettant ci-joint, je ne puis m'empêcher de vous dire combien je suis charmé de cette occasion, qui me met à même de vous témoigner mes sentiments envers vous. »

Ce premier acompte de 2000 louis d'or est suivi d'un envoi de 4000 ducats : sommes dérisoires en regard des 350.000 fr. auxquels seront évaluées dans la suite les fournitures et les indemnités dues par l'armée autrichienne du général de Frimont.

Et pendant que les Valaisans sont abandonnés au milieu de leur misère et de leurs difficultés, l'attention se reporte sur le front du Jura, où de nouvelles hostilités sont imminentes.

## CHAPITRE IV

**L'armée suisse entre en France. Le 1<sup>er</sup> Bataillon valaisan marche à l'avant-garde de la Division du Centre.**

A la suite de l'écrasement de Napoléon à Waterloo, le 18 juin, et de son abdication le 22 juin, le général Lecourbe, commandant du corps d'observation du Jura, se voit contraint de transmettre, le 25 juin, au quartier-général suisse des propositions d'armistice. Tandis que les pourparlers sont en cours, le général Barbanègre, gouverneur de la place de Huningue, bombarde Bâle dans la soirée du 28 juin ; des bandes pillardes françaises attaquent les avant-postes suisses, occupent Boncourt et saccagent Damvent<sup>64</sup>. Ces provocations incitent le général de Bachmann à passer à l'offensive et, dans sa proclamation du 29 juin, il fait connaître à l'armée ses intentions belliqueuses<sup>65</sup> :

« La Suisse, fidèle à ses anciens principes, avait déclaré qu'elle défendrait ses frontières ; un traité avec les Puissances armées pour le rétablissement de la tranquillité en Europe a sanctionné cette déclaration. Aucune démarche hostile de la part de la Suisse n'a répondu aux nombreuses insultes des Français ; ils ont interrompu sans avertir toute communication avec la Suisse et se préparaient à l'attaquer, lorsque l'élite de leur armée commandée par Napoléon Bonaparte fut totalement défaite par Wellington et Blucher dans les plaines de la Flandre.

Bonaparte fut obligé d'annoncer à Paris la déroute de son armée... [Il] abdiqua une seconde fois après avoir déjà solennellement renoncé quinze mois auparavant au sceptre de fer qu'il avait fait peser si longtemps sur le monde ensanglanté. C'est alors que ses Généraux envoyèrent des parlementaires aux Commandants suisses de la Droite et du Centre pour demander une suspension d'armes, quoiqu'aucune hostilité n'ait été commise. Cette demande, l'engagement de ne pas commencer les hostilités, fut transmise à l'autorité suprême de la Confédération le 28 au soir, et le jour même qu'elle parvenait au Commandant de la première Division, la ville de Basle fut bombardée de la place d'Huningue, contre le droit des gens, sans aucune provocation...

Soldats ! préparez-vous à punir l'auteur de l'injure... préparez-vous à combattre pour la Justice et l'Honneur, pour la Liberté et la Patrie. Dieu bénit la forte Ligue à laquelle nous appartenons et à laquelle le devoir le plus sacré nous unit. »

L'armée suisse complète alors rapidement ses effectifs ; elle compte à fin juin 40.669 hommes. Elle est encadrée au sud par le corps du général de Frimont, et, au nord, par les troupes du généralissime Prince de Schwarzenberg.

Le 2 juillet, après un engagement à Damvent où l'ennemi est repoussé, l'avant-garde de l'armée fédérale, sous les ordres du colonel Gatschet, passe la frontière et pénètre en France par la route Porrentruy-Cheveney ; elle attaque le fort de Blamont qui capitule le 3 juillet.



Les trois divisions réparties le long du Jura commencent leurs opérations :

La I<sup>re</sup>, sous les ordres du colonel de Gady, s'empare du fort de Joux et occupe Pontarlier. La II<sup>e</sup>, sous les ordres du colonel Fuessly, s'ébranle le 7 en deux colonnes : à gauche, la brigade Effinger, à droite, la brigade Hess ; elle franchit le Jura neuchâtelois par la Chaux-du-Milieu et marche sur Morteau, ayant pour objectif Besançon. La III<sup>e</sup>, sous les ordres du colonel d'Affry, dont une partie est détachée à Bâle où elle renforce les troupes de l'Archiduc Jean d'Autriche, se met en mouvement par Les Bois-Noirmont.

Dans ce branle-bas général, le I<sup>er</sup> Bataillon valaisan, que commande le major Alexis de Werra, s'avance en tête de la brigade Hess. L'attrait du danger et la perspective de prochains combats ont ranimé son ardeur. Il a retrouvé cette cohésion et cette discipline dont il s'était fortement relâché depuis le départ de son colonel, le 11 juin. Les ordres contradictoires qu'il avait reçus, les marches et les contremarches qu'il avait dû exécuter, sous une pluie continuelle, avaient énervé les hommes et provoqué des désertions. Quelques officiers, plus occupés à se divertir « comme en temps de paix » que soucieux de leurs devoirs, s'étaient adonnés à la boisson. Les rapports que le major de Werra envoyait à son colonel insistaient sur la nécessité d'une reprise en mains ; ils nous permettent de suivre la petite troupe dans ses pérégrinations et ses vicissitudes de la mi-juin à la mi-juillet de 1815 <sup>66</sup>.

Le 12 juin, le bataillon quitte ses cantonnements de Teuffelen pour Nidau, d'où il part le 14 pour Bienne. Il est destiné, avec les bataillons Hess et de Graffenried, à former des avant-postes et à surveiller le Val St-Imier. A peine a-t-il pris position qu'un contre-ordre le fait filer sur Kallnach. C'est là qu'il apprend, le 22, l'arrivée des Autrichiens en Valais et les menaces d'une agression française du côté de St-Gingolph. Ces nouvelles provoquent « la plus vive sensation », nous dit le major de Werra, qui s'en fait l'interprète auprès de son colonel :

« Oui, dans ce moment, tout voulait voler à votre secours, et les individus du bataillon, officiers comme soldats, ne désiraient que de participer à l'honneur... pour la défense de la patrie menacée. C'est dans cette vue que nous avons député deux capitaines, MM. Zimmermann et de Sépibus, au quartier-général, pour en demander cette faveur de préférence à tout autre bataillon de la Confédération, pour voler à marches forcées vers les points essentiels, où nous puissions le mieux contribuer à vous tendre la main. »

Pour l'instant, nos braves Valaisans doivent revenir sur leurs pas. Du 24 au 27, ils sont à Büren, où ils travaillent « aux têtes de pont sur l'Aar ». En passant par Aarberg, le divisionnaire Fuessly, qui les ins-

pecte, les informe que tout danger est écarté pour le Valais, et que le passage des Autrichiens s'opère dans des conditions à peu près normales : ce qui « ramène l'assiette de la tranquillité parmi tous ». Pendant leur séjour à Büren, les hommes se distinguent par leur bonne volonté ; « ils conservent l'estime publique et l'emportent peut-être sur les autres, à cause de leur façon de penser et de leur conduite irréprochable ». Quelques officiers cependant « ne témoignent pas beaucoup de goût de l'état qu'ils ont brigué ».

« Par un mouvement que la II<sup>e</sup> Division doit faire en avant », le bataillon reçoit l'ordre, le 27 juin, de se porter sur Bienne, et de là, dans la vallée de la Birse. Trois compagnies (Perrig, Zimmermann, de Quartéry) sont cantonnées à Tavannes, à deux lieues de Court où s'établissent les trois autres compagnies (Zen-Klusen, de Riedmatten, de Sépibus) avec l'état-major ; elles ont pour mission de défendre le poste de Münster (Moutier) et d'assurer contre une diversion ennemie le passage de nombreuses troupes autrichiennes par Delémont.

Et voici que retentit comme une sonnerie de clairon, dans les vallées jurassiennes, l'ordre du jour du 29 juin du général de Bachmann ; l'offensive contre la France est décidée.

Le bataillon valaisan doit rétrograder, par la rive droite du lac de Bienne, sur Lattrigen, et se porter en diligence sur Auvernier, près de Neuchâtel, où il arrive dans la soirée du 2 juillet. A 3 heures du matin, le major de Werra, qui n'a pas eu le temps de se reposer, fait son rapport au colonel de Courten :

« Je n'ai que le temps de vous instruire de notre arrivée dans ce cantonnement depuis hier dans le Canton de Neuchâtel, à une lieue de la ville, où se fait ces jours un rassemblement des troupes pour se porter en avant. On attend aujourd'hui ou demain la brigade d'Affry. Le colonel Fuessly y est déjà, et S. E. le Général Bachman est attendu incessamment pour passer la revue à 40 bataillons, dans quel nombre le vôtre comptera. Les uns disent que nous irons sur Genève et Lyon, mais il est plus probable qu'on nous fera diriger sur Besançon. Il est inutile de vous présenter ici ma confusion, et [celle] de tout le bataillon, de ne pas vous avoir à la tête.

A cette nouvelle, je suis obligé, mon Colonel, de vous faire le rapport, sur les instances de tous les officiers et particulièrement de subalternes de la 1<sup>re</sup> compagnie, contre la conduite de leur capitaine [Perrig] qui, toujours dans les vins du Seigneur... méprise les ordres, les bons conseils de ses amis intimes, menace ses camarades, traite mal ses subordonnés. Tout ceci peut nous faire craindre... des événements fâcheux dans le Bataillon, et qui ne peuvent être supprimés que par votre prompt retour.

Oui, mon Colonel, veuillez vous persuader que, si votre présence était nécessaire au pays de Valais dans des moments critiques qu'il vient de passer, votre retour n'est pas moins urgent pour contenir le Bataillon qui est dans la dernière consternation. Officiers et soldats demandent votre présence, et ne désirent que d'être commandés par vous. Et moi, je perds la tête par une correspondance sans cesse, laquelle me devient insupportable, surtout si Mr Gadlen [Gattlen],

le Quartier-maître, sera dans le cas de nous quitter pour rester en arrière pour pourvoir à la subsistance.

Dans ce moment que je veux fermer la lettre, je reçois l'ordre de nous tenir prêts à nous porter en avant, vu qu'on entend une vive canonade du côté de Verrières et du Château de Joux. »

En effet, le fort de Joux se défend contre les premières attaques de la division de Gady.

Le colonel Fuessly, qui a concentré la sienne autour de Neuchâtel, fait partir les brigades Effinger et Hess vers la frontière française. Le bataillon valaisan est rattaché à l'avant-garde de la brigade Hess. Dans la matinée du 7 juillet, il pénètre en France par la route de la Chaux-du-Milieu, atteint Morteau et va s'établir au delà, dans le village de La Motte.

Pendant ce temps, le général de Bachmann invite le Conseil d'Etat du Valais à achever l'équipement et l'instruction de son II<sup>e</sup> Bataillon et à le tenir prêt à entrer en campagne. Sur le rapport du lieutenant-colonel Veguer, le Grand-Baillif de Sépibus lui répond que la nouvelle troupe ne sera disponible qu'à partir du 12 juillet, et le prie d'en laisser cent hommes « pour être répartis dans divers endroits isolés du pays, pour les garantir contre le pillage des traîneurs de l'armée autrichienne » <sup>67</sup>.

A La Motte, où il est immobilisé pendant quelques jours, le 1<sup>er</sup> Bataillon vit dans une oisiveté qui est mauvaise conseillère. Le soldat donne libre cours à ses sentiments de vengeance, maltraite et pille les malheureux habitants. Des rixes éclatent ; les vieilles rivalités entre Haut et Bas-Valaisans réapparaissent ; des coups de fusil sont échangés. Le major de Werra a fort à faire à rétablir la discipline ; en désespoir de cause, il mande à son colonel :

« Votre présence est urgente qui seule peut retenir le désordre et le pillage, que nous sommes incités par le mauvais exemple des autres bataillons... Il faut convenir : notre position est très embarrassante. Point de vivres et point de subsistance ; il n'est pas possible de rester longtemps dans cette position, où nous sommes depuis le 8. Aussi attend-t-on d'un moment à l'autre quelque mouvement de l'armée. »

Un ordre de marche opportun met un terme à ces perplexités. Nos turbulents Valaisans continuent leur route en direction de Mouthier, dans la vallée de la Loue, le 13 juillet. L'ennemi ne se montre nulle part ; quelques francs-tireurs harcèlent la colonne, mais ils sont rapidement dispersés. Des patrouilles sont envoyées du côté d'Ornans, pour assurer le passage. La localité est occupée le 16 juillet. Dans ses souvenirs mili-

taires, le quartier-maître Gattlen nous donne des détails sur cet épisode de la campagne de 1815<sup>68</sup> :

« Non loin d'Ornans, le bataillon valaisan, sous le commandement du major de Werra, fut envoyé en avant ; il devait occuper cette place forte. Les environs immédiats de la ville offraient bien des positions défensives avantageuses ; il ne nous parut pas cependant que nous eussions à craindre aucune attaque. Je communiquai cette opinion à quelques-uns de mes camarades. Les capitaines Zimmermann et Perrig étaient d'autre opinion. Par manière de plaisanterie, ils me conseillèrent de prendre les devants et d'aller préparer les quartiers à Ornans. « Pourquoi pas ? », leur répondis-je ; « vous verrez que tout ira sans difficulté. »

Pour n'exposer personne par ma faute à un danger toujours possible, je ne me fis accompagner que de mon ordonnance Stoffel. Nous fîmes la route au grand galop ; nous pûmes atteindre le but de notre course sans être arrêtés nulle part. Nous avions aperçu de loin quelques personnes, quelques habitants près de l'entrée de la ville ; ils se dispersèrent à notre approche. Le long des rues que nous suivîmes tous deux paisiblement, on plaçait les contrevents aux magasins. On n'attendait évidemment rien de bon de nous autres barbares suisses. Amusés, presque flattés de cette lâche attitude de la population à la vue de deux soldats, nous nous dirigeâmes tout droit sur la mairie. Nous arborions nos mines les plus terrifiantes. Arrivés à la maison municipale, nous ne vîmes d'abord personne. « Attendez, je vais leur donner des jambes, leur montrer de quoi il retourne », pensai-je. Je tirai le cordon d'une cloche placée là. Cet acte énergique eut un plein effet. Un domestique apparut, demanda ce que nous désirions. « Parler à M. le maire ; qu'il vienne aussitôt », dis-je. — « Il préside le Conseil municipal ; que Monsieur veuille bien attendre un moment. Il m'est interdit de le déranger pendant les séances. » — « Je n'attends pas », répondis-je. « Dites à votre maître qu'un officier suisse désire lui parler, et qu'il lui importe [peu] qu'il y ait ou non une séance du Conseil municipal. » Le domestique sortit en courant. Le maire ne tarda pas à apparaître. « Monsieur le maire, lui dis-je calmement, dans une demie-heure un de nos bataillons d'avant-garde entrera dans la ville ; il sera suivi bientôt encore de 2500 hommes. Veuillez me procurer de suite des locaux dans le voisinage, avec suffisamment de paille pour la nuit, pour le bataillon d'avant-garde. Prenez les mesures nécessaires pour pouvoir loger également les 2500 hommes qui viendront ensuite. Je veux voir aussi dans le plus bref délai sur la grande place autant de pain et de vin qu'il est nécessaire pour restaurer nos troupes. Compris ? » — Le maire voulut discuter, faire des objections, mais je frappai violemment le sol de mon sabre et lui coupai ainsi la parole.

Mon ordonnance Stoffel était pendant ce temps resté près des chevaux devant la mairie. Une troupe de badauds s'était rassemblée autour de lui. La population d'Ornans aurait eu largement le temps de nous faire un mauvais parti, car notre avant-garde, que j'avais annoncée avec tant d'assurance, mit plus de temps pour arriver que je l'avais cru et qu'il ne nous eut été agréable. Comme il aurait été facile à l'un ou l'autre de ces sanguinaires Français de monter contre nous, pauvres étrangers, la racaille du pays ! Mais un officier, un vétéran, un brave Suisse n'a jamais peur, même quand il entend gronder la tempête !

Tout à coup, on entend des sons de trompette. Est-ce peut-être la cavalerie ennemie ? Non, c'était la marche bernoise. Un escadron bernois, à qui notre commandant de brigade Hess avait donné l'ordre de prendre les devants et d'aller occuper la ville, s'avance à mon grand étonnement ; derrière lui, raide et correct, notre bataillon valaisan. Officiers et soldats se montrèrent des plus satisfaits des dispositions prises par moi ; ils ne se firent pas longtemps prier pour goûter au vin et aux vivres.

Cette arrivée à Ornans fut le début d'une série de « bons jours », comme nous disons dans le Haut-Valais. Car nous eumes à attendre là, un certain temps, des ordres, et y primes quelque repos. Bien que nous dussions toujours

être sur nos gardes, ce fut pourtant une vie de quasi-fainéantise. Messieurs les Français devaient nous fournir des vivres en quantité suffisante ; nous ne souffrîmes, pendant notre séjour chez eux, ni de la faim, ni de la soif. Je n'avais pas encore passé d'aussi agréables moments pendant ma carrière militaire, pourtant déjà longue. »



Le Capitaine Christian Gattlen  
(1777-1866)

Cependant, les bruits les plus extravagants circulent en Valais sur le sort de notre bataillon. Le président du dizain de Loèche, François-Ignace de Werra, frère du major, s'en fait l'écho dans une lettre du 11 juillet au colonel de Courten <sup>69</sup> :

« Dimanche, à l'issue de la grand'messe, j'ai fait publier l'ordre du jour de S. Exc. Mr le Général Bachmann, qu'avez bien voulu me transmettre en datte du 7 courant. Après les notifications, on vint me demander si je ne connaissais pas d'autres nouvelles plus positives, et concernant le premier Bataillon. En répondant que Non, je demande s'il y avait donc quelque chose. Oui, me répondit-on. Le Bataillon valaisan est détruit et réduit à 107 hommes après une affaire de 4 jours, qu'on en était assuré par une lettre adressée à Laurent de Cumbis [Inderkummen] par son fils Michel, soldat au dit 1<sup>er</sup> Bataillon. J'avais beau mettre en doute cette nouvelle, mais elle a été répandue comme de la poussière, et bientôt on entendit la résonance d'une musique que la différence des sentiments et des opinions fit entonner. Entre autres, le fameux Ignace Fur-

rer doit avoir dit : que les Messieurs, s'ils n'étaient pas encore contents de ce sang répandu, devaient seulement s'hasarder encore une fois de demander du monde, que l'on les arrangerait, etc. Ce n'est pas le cri d'un sauvage qui m'aurait mis en peine, mais le cœur saignant des familles, qui pensent noblement ; et c'est pour cela que j'ai cru de mon devoir d'approfondir la chose. »

La brusque cessation des hostilités ramène le calme dans les esprits. Le 17 juillet, un armistice est signé entre les Suisses et les Français. Le général de Bachmann, dont le zèle intempestif a été désapprouvé par la Diète et par l'opinion publique, remet sa démission ; le colonel d'E. M. G. Finsler, commandant des troupes de réserve, le remplace. La Franche-Comté est évacuée et l'armée suisse démobilisée. Les hommes du II<sup>e</sup> Bataillon valaisan, qui attendaient depuis le 12 juillet l'ordre d'entrer en campagne, sont renvoyés dans leurs foyers.

Ayant quitté Ornans, le I<sup>er</sup> Bataillon est de retour au Locle dans la journée du 20 juillet. Il ne tarde pas à y apprendre qu'il est maintenu sur pied, et qu'il est destiné, avec d'autres troupes suisses, à collaborer au siège de la place de Huningue. Il se met en route par le Val de St-Imier, et le 23 juillet, il retrouve son colonel à Moutier <sup>70</sup>.

Car les Autrichiens ont fini par évacuer complètement le Valais. 1500 hommes ont encore passé à Sion le 10 juillet, suivis de 1500, le 13 <sup>71</sup>. Le pays les a vus partir avec le plus réel soulagement ; il n'en reste pas moins qu'il est pillé et ruiné. Et l'on ne montre aucun empressement, dans les bureaux de l'Intendance de S. M. Impériale, à payer la note que les commissaires du Conseil d'Etat ont établie : 350.000 francs suisses, ou 237.000 florins d'Autriche, où figurent comme postes principaux : 442.000 rations de viande, 322.000 de pain, 177.000 de vin, 141.000 de foin, 427.000 de bois, 20.000 francs pour les charrois, 44.000 pour les dommages causés aux habitants et aux propriétés. Cette note ne sera définitivement soldée qu'en août 1818, et avec une réduction de 57.000 florins <sup>72</sup> !

Après des instances réitérées, le colonel de Courten a obtenu de son gouvernement et du général de Bachmann l'autorisation de rejoindre son bataillon <sup>74</sup>. Il quitte Sion le 12 juillet, emportant avec lui un message flatteur du Conseil d'Etat valaisan <sup>75</sup> :

« Monsieur le Comte,

Le Conseil d'Etat a pris en considération le désir que vous avez manifesté de ne pas rester plus longtemps éloigné de l'armée dans les circonstances où elle se trouve actuellement. Il n'a pas manqué de peser les motifs qui pouvaient encore exiger votre présence dans ce Canton pour y remplir la mission qui vous avait été confiée soit par Son Exc. M. le Général-major de Steigentesch au service de S. M. Impériale et Royale, soit par Son Exc. M. le Général en chef Baron de Bachmann. Il eut été sans doute bien agré-

ble au gouvernement du Valais de vous conserver dans des fonctions qui ont été aussi avantageuses au pays, soit par la bonne discipline que vous avez beaucoup contribué à maintenir au milieu des marches rapides d'une troupe aussi nombreuse, soit par la sécurité et garantie que votre présence a inspiré à tous vos compatriotes dans des circonstances aussi embarrassantes. Il eût d'après cela beaucoup souhaité que vous eussiez pu la prolonger jusqu'à ce que les corps qu'on annonce encore eussent traversé notre territoire. Mais il a dû faire céder ces considérations à celle plus puissante encore dans ce moment de vous voir à la tête de votre Bataillon qui vous attend avec une extrême impatience, et que nous ne désirons pas moins vivement d'après la conviction où nous sommes de tout le besoin qu'il a de son chef et de l'impulsion qu'il recevra de vous pour faire honneur au nom valaisan dans une époque aussi essentielle.

D'après cela, le Conseil d'Etat ne croit pas devoir mettre aucune opposition au désir que vous lui avez exprimé. Et il ne lui reste qu'à vous parler de ses regrets de vous voir éloigner de nous et à vous réitérer nos remerciements bien vifs pour l'intérêt constant que vous avez pris à ce Pays pendant tout le cours de votre mission. Nous n'en perdrons jamais le souvenir. »

Courten s'arrête au quartier-général, alors à Neuchâtel, pour y compléter de vive voix ses rapports sur le passage de l'armée autrichienne en Valais, et pour y recevoir des précisions sur sa future destination. Comme son bataillon est encore en France et que la suspension des hostilités est prévue, il attend quelques jours, et ne rejoint sa troupe que le 23 juillet, à Moutier <sup>76</sup>. Il la conduit à Bâle, où il arrive le 25 juillet, et, dans une lettre à son frère Pancrace, donne des détails sur sa nouvelle activité <sup>77</sup> :

« Il est donc dit, mon cher ami, que ton frère infortuné est condamné... à terminer une carrière militaire de 30 années par le pain de l'humiliation ; je n'ai que trop vérifié mes craintes.

Le bataillon que je m'étais imaginé n'avoir pas beaucoup acquis depuis mon départ, se trouve avoir oublié une grande partie de ce qu'il savait. Il n'a plus ni vivacité ni amour-propre ; une partie des officiers en sont au point où je les ai laissés, et c'est dans une ville où nous sommes entourés de bataillons dont la tenue et l'instruction valent celles des troupes de ligne, que je dois recommencer mon ouvrage... Tu ne te fais pas une idée de la nonchalance qui existe parmi nous.

Je suis occupé avec beaucoup de chaleur à électriser la machine pour la faire marcher. Je me suis porté au point d'assurer Mrs les officiers que si je ne voyais pas d'ici à huit jours que l'on aye fait un pas vers l'application et l'activité que la circonstance exige, je donnerais très certainement ma démission ; ce n'est pas seulement insouciance chez les uns, c'est ignorance, et peut-être même incapacité.

Demain le Bataillon commence le service de la place, et fournit entre autres la garde d'honneur à l'Archiduc Jean, auquel nous avons été faire une visite aujourd'hui ; bien entendu, seulement les chefs de brigades et de bataillons qui se trouvent dans cette garnison. Il a eu la bonté de me dire devant ces Mrs des choses obligeantes, et entre autres, qu'il se rappelait m'avoir vu à l'armée autrichienne dans la campagne de 1799. Ces belles paroles ne font qu'assaisonner le malaise que j'endure, puisque je dois trembler de me voir un jour forcé de me trouver à la tête de mon Bataillon pour quelques revues...

J'étais déjà hier matin à  $\frac{1}{4}$  de lieue de Basle, et j'avais alors fait 5 lieues, mais voulant rentrer aussi propre que la chétive tenue du corps que je commande peut le permettre, je fis halte dans une jolie petite forêt voisine de la route où je fis mettre les fusils en faisceaux, et je recommandai à chacun de se faire « joli garçon ». Je me portai avec quelques officiers dans une maison voisine,

à l'auberge du célèbre champ de bataille connu sous le nom de St-Jacques... Ce temps d'arrêt m'a réussi, en ce que, comme je l'avais prévu, le soldat marchait mieux à son entrée en ville.

A une heure, pendant que j'étais à table à l'Hôtel du Sauvage, où je loge, Mr le Commandant d'Huningue, un corse nommé Barbaneras, nous salua militairement de 34 grenades ou bombes, dont quelques-unes du poids de 150 livres. Comme je ne pouvais l'empêcher de tirer, ni contribuer à ce que les bombes n'éclatassent pas, je pris le parti le plus sage, celui de rester à table et de continuer mon dîner... Une bombe éclata sur le toit de notre maison, et un éclat fit un grand trou au toit ; un autre morceau tomba dans la rue...

Aujourd'hui j'ai été avec les deux commandants de brigades Lichtenhan et Hess reconnaître la batterie qui a fait le mal à Basle dans la journée d'hier. Elle est avancée d'au moins 300 pas des ouvrages extérieurs d'Huningue. Nous avons aussi visité nos postes avancés, redoutes, et les vedettes de la rive gauche du Rhin. Demain je suis commandé officier supérieur de jour, et après-midi à 4 heures, je dois encore accompagner le commandant de brigade au Petit-Huningue à tous les avant-postes sur la rive droite, et cela sans conséquence pour mon service de place...

Le 28. Je descends de cheval, ayant été depuis 5 h. du matin à l'exercice avec mon Bataillon. La paresse et la nonchalance de nos gens me désespère. J'ai accordé le jour de l'arrivée et la journée d'hier franches à ma troupe, à condition qu'elle en profite pour réparer autant que possible les effets d'armement et d'équipement... La tenue des autres troupes et la précision avec laquelle elles manœuvrent ne fait pas impression sur nos bons Valaisans ; ils ne sont pas susceptibles d'émulation...

Les papiers d'hier disaient que 150 mille Russes et 200 mille Autrichiens doivent encore passer le Rhin le mois prochain pour entrer en France. J'ai causé hier soir à table avec un bourgeois de Neuchâtel qui a quitté Paris il y a 8 jours. Il dit que Mrs les Parisiens trouvent qu'il y a une grande différence de l'année précédente dans la conduite des Alliés. Le papa Blücher fait nourrir ses soldats de manière à les dédommager de leurs fatigues. Il n'y a que des Prussiens et des Anglais dans Paris. Les Prussiens occupent la rive gauche de la Seine, et les Anglais, la rive droite. Il n'y a point de soldats anglais chez les bourgeois, seulement des officiers ; par contre, il y a jusqu'à 50 Prussiens dans les bonnes maisons, et pas moins de dix, dans les autres...

Le 29. Hier Basle était en alarmes. Tout le monde déblayait ou plaçait du fumier dans les rues sur toutes les communications et ouvertures des caves. Cette inquiétude paraissait assez fondée. Le commandant d'Huningue avait répondu à l'Archiduc de manière à jeter le trouble dans la ville et un mouvement très considérable que l'on avait aperçu dans la nouvelle batterie donnait à croire qu'on s'y disposait à un nouveau bombardement. Je montai à cheval à 4 h. de l'après-midi avec le commandant de brigade Hess et deux capitaines de l'Etat-major général... Nous vîmes d'assez près les dispositions faites pour nous persuader que le commandant s'attendait à une attaque de notre part pour la destruction de cette fatale batterie. La nuit a été tranquille, mais cela n'empêche pas qu'encore aujourd'hui, tous les particuliers aisés déménagent à force...

Le prince Jean a reçu hier un courrier de Paris avec des dépêches qui lui annoncent que les hostilités ont recommencé avec l'armée de Soult, derrière la Loire. Il a également rejeté les propositions faites par Rapp, Lecourbe, etc., pour la capitulation de Strasbourg, Belfort, Huningue. Il paraît que l'on ne veut plus traiter avec cette race de jacobins et de napoléonistes...

Le Général Bachmann a donné sa démission. L'entrée des Suisses en France a produit un très mauvais effet. Il est vrai que pour ne pas y entrer avec les Alliés, il était peu honorable à l'armée suisse de donner le coup de pied de l'âne. La démission du général provient du chagrin qu'il a éprouvé par les reproches qu'on lui a fait à ce sujet. Les Suisses se sont très mal conduits dans cette invasion. »



## CHAPITRE V

**Les brigades suisses Lichtenhahn et Hess,  
sous les ordres de l'Archiduc Jean d'Autriche,  
participent au siège de la place de Huningue.  
Le Bataillon valaisan est incorporé à la brigade Hess.**

Située sur la rive gauche du Rhin, à quelques kilomètres au nord de Bâle, en face du champ de bataille de Friedlingen, la place de Huningue, dont les puissantes fortifications avaient été construites par Vauban, faisait partie du système défensif des frontières françaises, entre Belfort et Strasbourg. En 1815, Napoléon en avait confié le commandement au général Barbanègre, un Corse aussi têtu que brave, qui disposait de 2200 gardes nationaux et de 168 artilleurs. L'investissement de la forteresse avait commencé le 22 juin, mais le 28, en dépit de la suspension d'armes concédée par le général de Bachmann au général Lecourbe, elle bombardait Bâle pour se venger du passage accordé par la ville à une armée autrichienne, le 26<sup>78</sup>.

Le 22 juillet Huningue est compris dans la convention d'armistice signée entre les Alliés et le commandant de l'armée française du Rhin, mais quatre jours plus tard, Barbanègre ouvre de nouveau le feu sur Bâle, lui décochant 34 bombes de divers calibres ; l'une d'elles tombe dans le jardin du palais que l'Archiduc Jean d'Autriche habite sur la place St-Pierre<sup>79</sup>. Le 30, l'intraitable Corse offre à la ville de la ménager moyennant une rançon de 250 mille francs en argent et 50 mille en fournitures.

Pour couper court à cette insolence, l'Archiduc Jean d'Autriche, qui commande un corps allié et qui a établi son quartier général à Bâle, décide de continuer le siège de la place jusqu'à la capitulation. Il demande aux Suisses d'y contribuer « pour avoir des droits plus légitimes encore à la démolition future de la forteresse »<sup>80</sup>.

Sur la proposition du colonel Finsler, les brigades Lichtenhahn et Hess sont désignées dans ce but par la Diète helvétique.

La brigade du colonel Lichtenhahn, commandant de la place de Bâle, comprend les bataillons Zur-Gilgen, Suter, Hallwyl, Frey et Scherer ; celle du colonel Hess, les bataillons Landolt, Hausheer, de Courten, Näf et Legler. Elles sont renforcées de deux compagnies de carabiniers, Hasler et Pfenninger, et de trois divisions d'artillerie sous les ordres du colonel

Gölldlin : Preiswerk, Fuessly et Häusermann, avec sept bouches à feu amenées de l'arsenal de Zürich et 530 projectiles<sup>81</sup>. Ce corps de 5000 hommes environ est aux ordres supérieurs de l'Archiduc Jean d'Autriche.

Tandis que des troupes alliées complètent l'investissement de la place sur la rive gauche du Rhin, les Suisses s'établissent sur la rive droite, au nord du Petit-Huningue. La première quinzaine d'août est employée aux travaux de préparation et d'approche, pour lesquels les compagnies fournissent à tour de rôle des équipes plus ou moins nombreuses. Le 2 août déjà, le colonel de Courten mande à son frère<sup>82</sup> :

« Depuis trois jours, nous avons mis une telle activité dans nos travaux que nous avons élevé au Petit-Huningue, sur la rive droite du Rhin, trois batteries, qui prennent de flanc et par derrière la redoute avancée de laquelle seule, Barbanègre peut faire un tort réel à la ville. On y a conduit la nuit dernière 3 pièces de canon de 24 dans une, 4 mortiers pour des bombes de 80 livres et 3 obusiers dans une seconde, et la troisième se finit cette nuit ; il y sera conduit, dans cette nuit même, deux pièces de 12. Imagine-toi que nous avons élevé, formé, perfectionné ces trois redoutes, dont les parapets ont 24 pieds d'épaisseur, sous le canon d'Huningue qui aurait pu nous foudroyer, et cela sans perdre un seul homme. J'ai fourni de mon bataillon 224 hommes et 6 officiers en deux jours. Les Français n'ont fait que des feux de mousquetterie et tiré quelques pièces de 4 livres qui toutes ont été dirigées trop haut. »

Au milieu de ses soucis militaires, le colonel de Courten profite aussi de son séjour à Bâle pour intervenir auprès de l'Archiduc Jean en faveur du Valais, et le prier d'obtenir de S. M. Impériale un premier règlement des frais occasionnés par le passage de l'armée du général de Frimont. Le 2 août encore, il fait part de ses démarches au Grand-Baillif de Sépibus, qui a sollicité ses bons offices au nom du Conseil d'Etat<sup>83</sup> :

« J'ai reçu avant-hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 25 juillet, et au nom du Conseil d'Etat du Valais.

Je me disposais à prendre des renseignements sur l'étiquette à observer afin d'obtenir la faveur d'une audience particulière avec S. A. Impériale. Une invitation à dîner, dont je fus honoré de sa part, rendit superflues les démarches que je me proposais de faire.

Je ne laissai point échapper le moment favorable qui se présenta immédiatement après le repas, durant lequel le Prince m'avait donné des témoignages de bonté, et je profitai du quart d'heure d'audience dont Son Altesse me favorisa pour lui soumettre les sollicitudes de mon gouvernement au nom duquel je m'annonçai.

Je communiquai à Son Altesse la mission importante et très pressante dont M. le Général Baron de Steigentesch m'avait chargé, sans omettre la citation de l'étendue des pouvoirs qu'il m'avait confiés. Mon exposé n'eut rien d'équivoque, ayant été fait dans le même salon où se trouvait encore S. Ex. Mr le Baron de Steigentesch, qui avait été du nombre des convives.

N'ayant pas assez de loisirs pour entrer dans un détail circonstancié de mon intéressant dialogue avec le Prince, je me bornerai à assurer Votre Excellence qu'en mettant au grand jour tous les efforts et la bonne volonté de mes compatriotes durant le passage des troupes, je fis usage de tous mes faibles

moyens pour intéresser Son Altesse en faveur d'un pays qui a très certainement bien mérité de S. M. Impériale et Royale. Je n'hésitai même pas d'informer le Prince qu'au moment de mon départ du Valais, le prix des fournitures livrées aux troupes de S. M. se montait déjà à trente mille louis et que mon gouvernement n'avait reçu pour tout acompte que quatre mille ducats.

L'énumération de la somme de trente mille louis causa un moment de surprise au Prince, mais il se remit d'abord et me dit avec cette bonté qui caractérise toute la famille impériale : "Il faut que nous causions un jour ensemble et à loisir sur cette affaire ; il ne s'agit que de savoir de quelle manière dédommager votre pays. L'Empereur, mon Maître, sera juste et reconnaissant ; l'acompte que vous avez reçu n'est qu'une bagatelle. On fait dans ce moment tant de réquisitions en France, etc."

Une entrevue que j'ai eu depuis avec M. le Baron de Steigentesch me confirme dans l'opinion que le paiement des fournitures faites par le Canton du Valais aux troupes de S. M. Impériale sera au compte de la France qui a provoqué la marche de ces troupes. »

Courten renouvelle ses instances auprès des mêmes personnages, dans une grande soirée que donne, le 9 août, l'ancien landammann et bourgmestre Burckhardt, et finit par obtenir du payeur autrichien un nouvel acompte de 4000 ducats <sup>84</sup>.

Cependant, les préparatifs du siège se poursuivent avec méthode ; le bataillon valaisan y fournit régulièrement des équipes pour l'ouverture des tranchées et la construction des batteries ; il continue à s'entraîner dans des exercices journaliers <sup>85</sup>. La place de Huningue reste tranquille ; elle envoie tout au plus quelques boulets sur les retranchements suisses du Petit-Huningue, et quelques-uns du côté du Bourg-Libre, où se trouvent les Autrichiens <sup>86</sup>. Des bataillons de renfort viennent compléter les effectifs de l'armée assiégeante, et les pièces d'artillerie sont mises en place.

Le 11 août, un message du Q. M. G. Finsler informe le colonel de Courten qu'il lui remet le commandement de la brigade Hess et l'invite à prendre ses dispositions dans ce sens <sup>87</sup>. Comme l'on craint des troubles dans le pays de Nidwald, le colonel Hess a reçu l'ordre de s'y rendre avec une nouvelle brigade.

En effet, le moment était venu pour la Confédération helvétique de mettre le point final à l'œuvre de la « Longue Diète » en faisant sceller par les représentants des cantons et en proclamant solennellement le Pacte qui avait été adopté le 16 août 1814. Cette cérémonie, longtemps différée, est célébrée en grande pompe à Zürich, le 7 août 1815. Après avoir signé le nouvel acte, les députés se réunissent dans l'église de St-Félix et Ste-Régule, où, à voix haute et intelligible, ils répètent les uns après les autres le serment que vient de leur lire le chancelier fédéral Mousson. Au milieu du corps diplomatique, l'on remarque l'Archiduc

Jean d'Autriche, qui a quitté le siège de Huningue pour venir assister à cette solennité<sup>88</sup>.

Le Valais y est représenté par le Baron Gaspard-Eugène de Stockalper, ancien grand-baillif, et par l'ancien conseiller d'Etat, Michel Dufour, grand-juge au tribunal suprême qui, le 4 août, ont d'abord signé l'acte de réunion de leur pays à la Confédération, comme 20<sup>e</sup> des Etats de la Suisse, prenant rang après le canton de Vaud.

De tous les Etats confédérés, seul Nidwald a refusé le Pacte et n'a pas envoyé de députés à la cérémonie du 7 août. Les esprits y sont cependant divisés, et les agitateurs y entretiennent une effervescence dangereuse. Dans le but d'éviter une guerre civile et de rétablir l'ordre, la Diète décide d'y envoyer un corps de troupes. Une brigade de 2000 hommes est mise sur pied ; elle en comprend 500 qui sont détachés du camp de Bâle : 200 du bataillon Légler et 100 de chacun des bataillons de Courten, Frey et Scherer. Le colonel Hess en reçoit le commandement<sup>89</sup>.

Dans une lettre du 12 août à son frère, le colonel de Courten nous donne, de Bâle, des détails sur le départ de la compagnie Zen-Klusen pour le Nidwald<sup>90</sup> :

« Hier à midi, nous avons reçu ordre de faire tenir une compagnie prête à marcher..., et ce matin à 5 heures j'étais sur le Münsterplatz à la passer en revue, mais elle n'est partie qu'à 8 h. et demie. Cette compagnie fait partie d'un bataillon composé d'une compagnie de Glaris, une de Schaffouse, une de Basle, une quatrième de St-Gall, et une de mon bataillon. Ce bataillon est parti sans chef, le quartier-maître général ayant désigné le major de Werra pour le commander, et celui-ci, ayant fait valoir ses infirmités rumatismales, a refusé absolument ce commandement d'autant plus critique qu'il s'agit d'aller occuper les frontières d'un pays de la Confédération. Ce bataillon se rend en trois marches à Lucerne, où il doit se joindre à d'autres troupes pour aller mettre à la raison les têtes quarrées du pays d'Unterwalden...

Je dois te dire que c'est Mr le Capitaine Zen-Klusen (qui a marché avec sa compagnie) qui commande ad intérim ce bataillon, en sa qualité de plus ancien des cinq capitaines. Voici ce qui a donné lieu à cela. A notre arrivée à Bâle, voyant la position dans laquelle nous nous trouvions, Mrs les Capitaines ne pouvant ni ne voulant s'accorder sur le rang d'ancienneté, j'assemblai un matin Mrs les Capitaines Perrig, Zen-Klusen, Zimmermann et de Sépibus. Je leur dis : — Messieurs, vos discussions sur le rang d'ancienneté ont jusqu'à ce jour forcé Mr le Major de Werra à commander le service d'une manière irrégulière. Sans doute jusqu'à cette époque cela n'a pas tiré à conséquence. Nous trouvant actuellement devant l'ennemi et tous les jours exposés, je dois mettre fin à cet état de choses, et je vous ai réunis pour vous prier de vous arranger à l'amiable, sinon je vous propose de tirer au sort le rang à tenir entre vous pour cette campagne seulement, sans aucunes conséquences pour les droits que vous croyez tous avoir. J'engage donc Mr Perrig à tirer au sort avec Mr Zen-Klusen, et Mr de Sépibus avec Mr Zimmermann. Croirais-tu que cette assemblée a duré trois heures, et que c'est avec une peine infinie que je suis parvenu à faire établir un rang d'ancienneté pour pouvoir commander un service régulier, mesure indispensable devant l'ennemi. Le sort toucha Mr Zen-Klusen pour premier capitaine et Mr de Sépibus pour troisième. Les compagnies parties ce matin ayant été prises dans tous les corps par ancienneté, Mr Zen-Klusen a du marcher... »

Ses nouvelles fonctions de brigadier fédéral forcent le colonel de Courten à remettre son bataillon au major de Werra. Il le fait avec d'autant plus de regret que les Valaisans viennent d'être appelés à relever les compagnies Zur-Gilgen aux avant-postes du Petit-Huningue, au camp sur la route d'Eimeldinger, à Neuhaus et à Otterbach. Il installe son bureau et choisit comme adjudant le capitaine Hottinger du bataillon Hausheer <sup>91</sup>.

Sur ces entrefaites, le général Barbanègre somme de nouveau les autorités bâloises de lui remettre la rançon demandée de 300.000 fr. ; en cas de refus, la ville sera bombardée. Et pour narguer ses adversaires, il fait jouer une musique militaire sur la batterie avancée « Abattucci », au milieu des cris répétés de « Vive l'Empereur ! » <sup>92</sup>.

Ces provocations décident l'Archiduc Jean à fixer l'attaque définitive de Huningue au 17 août. Sur sa demande, la Diète helvétique l'autorise à y utiliser les brigades Lichtenhahn et de Courten, qui opéreront par la rive droite. Le colonel d'artillerie Milanès dirigera les batteries suisses pour coordonner leur feu avec celui des pièces autrichiennes <sup>93/94</sup>.

Sur l'ordre de l'Archiduc Jean, le colonel de Courten conduit, dans la soirée du 17 août, 1500 hommes sur les premières lignes, et la tranchée est ouverte dans la nuit du 17 au 18 <sup>95</sup>. Les compagnies qui forment la réserve et sont destinées à la relève sont cantonnées dans les maisons et les granges du Petit-Huningue, ou renforcent la garnison du Petit-Bâle. Dans son ordre du jour du 19 août, le Q. M. G. Finsler, commandant des troupes fédérales, les exhorte à faire leur devoir avec le courage et la discipline dont leurs ancêtres leur ont donné l'exemple <sup>96</sup>.

La participation des Suisses au siège de Huningue, du 17 au 26 août 1815, a été relatée d'une manière succincte dans un « Journal » rédigé par le capitaine-adjudant Hegner et imprimé à Berne en 1815 <sup>97</sup>. Il n'est pas sans intérêt d'en extraire quelques détails qui se rapportent au bataillon valaisan.

Dans la nuit du 17 au 18 août, la première équipe de 1500 hommes des bataillons Landolt, Zur-Gilgen, Frey, Legler, aidée d'un bataillon autrichien du Régiment de Würtemberg et de nombreux paysans alsaciens, commence le long du Rhin, depuis le Petit-Huningue, une parallèle longue d'environ 500 toises, et la relie par une ligne de communication de 1000 toises, au hameau de Neuhaus. Ces tranchées sont élargies dans la journée du 18 ; 300 hommes du bataillon de Courten y collaborent. Contre toute attente, la forteresse n'envoie que quelques bombes et de rares décharges de mousquetterie sur les assaillants. La sentinelle Grand, qui s'est imprudemment avancée sur un parapet, dans « la fureur de

mieux voir et d'avoir l'occasion de faire tirer pour avoir la justification de la riposte », est atteinte d'une balle au côté gauche. Mais vers les 10 heures du soir, le feu s'intensifie sur le Petit-Huningue. L'église, plusieurs maisons et granges sont fortement endommagées. Une bombe tombe sur une grange où se sont endormis 30 hommes de la compagnie Perrig. L'immeuble est consumé, mais, par un hasard providentiel, il n'y a ni morts ni blessés.

Dans la nuit du 19 au 20, la parallèle est poussée vers le nord et huit batteries sont mises en place et garnies de parapets, en dépit d'une violente canonnade. Trois compagnies du bataillon de Courten passent sur la « Schuster-Insel », que forme le fleuve en face de Huningue, et creusent des tranchées où vont se poster les carabiniers. Cachés derrière des abris naturels, les hommes n'ont pas à souffrir des incessantes décharges de mousquetterie qui pleuvent du haut des remparts. Le 20, une nouvelle équipe des bataillons Landolt, Hausheer, von Hallwyl et Näf, fixe les pièces d'artillerie et accumule les munitions. La nuit suivante, cinq nouvelles batteries sont achevées et pourvues d'obusiers et de mortiers. Il y a plusieurs blessés et un homme du bataillon valaisan est tué. Du 21 au 22, l'on procède aux derniers préparatifs de l'attaque finale ; les artilleurs occupent leurs postes et le 22, à 10 heures du matin, sur l'ordre de l'Archiduc Jean, le mortier « Apollo » de Zurich donne le signal du feu.

Et c'est, pendant deux jours, un bombardement intense et continu de part et d'autre. De nombreux obus tombent sur Bâle, dans le quartier St-Jean. Un habitant y est mortellement atteint et plusieurs maisons sont endommagées.

Le 24, dans l'après-midi, les batteries d'Huningue se taisent et les Suisses reçoivent, à 6 heures du soir, l'ordre de cesser le feu. Un armistice a été accordé aux assiégés. Il est suivi, le 26, de la capitulation de la place<sup>98</sup>. La garnison en sort le 28, à 8 heures du matin, par la Porte de France, avec les honneurs de la guerre : les officiers conservent leurs épées ; les sous-officiers et soldats, leurs havresacs. Une heure plus tard, l'Archiduc Jean d'Autriche entre dans la forteresse à la tête d'un corps de 6000 hommes, dont un tiers sont des Suisses.

Dans un ordre du jour du 28 août, le Q. M. G. Finsler exprime ses éloges et sa satisfaction aux deux brigades fédérales qui ont pris part au siège ; il félicite en particulier leurs chefs, les colonels Lichtenhahn et de Courten<sup>99</sup>. Le 30, l'Archiduc Jean donne une grande fête dans la plaine qui s'étend entre St-Louis et le village de Bourglibre : Suisses et Alliés s'y coudoient dans une joyeuse ambiance<sup>100</sup>.

Dans la journée du 31, le colonel de Courten reçoit l'ordre de remettre le commandement de sa brigade au colonel Lichtenhahn, et de rentrer en Valais avec son bataillon. A son passage à Berne, il prendra la compagnie Zen-Klusen, qui a quitté le Nidwald : le demi-canton récalcitrant a fini par accepter le nouveau Pacte fédéral, et la tranquillité y est revenue, après une brève intervention de la brigade Hess<sup>101</sup>. Dans un message du même jour, le Q. M. G. Finsler annonce au Conseil d'Etat du Valais le retour de son bataillon<sup>102</sup> :

« Hochwohlgeborenen hochgeachteten Herren,

Die glückliche Eroberung der Festung Huningen erlaubt eine Verminderung der noch bestehenden eidgenössischen Truppen, bei welcher Gelegenheit dann auch das Bataillon Graf von Courten nach Hause marschieren wird.

Dieses Bataillon soll den 12. Sept. in Sitten eintreffen, und wird alsdann auf 14. aus eidgenössischen Solde treten.

Ich kann nicht anders als diesem wackren Bataillon das Lob eines vollkommenen musterhaften Betrages während des ganzen Feldzuges, und einer ausgezeichneten Tätigkeit und Bereitwilligkeit in den ihm aufgetragenen Schantz und Belagerungsarbeiten ertheilen, und besonders E. Hochwohlgeboren Glückwünschen in der Person des Herrn Oberst Grafen von Courten, einen der ausgezeichnetsten, verdienstvollsten Offiziers, die die Eidgenossenschaft unter ihre ganze Armeen zählt, an der Spitze der Truppen Ihres hohen Standes zu sehen, einen Offizier dessen Fähigkeiten und Talente nur mit seiner Thätigkeit, seinem altheidgenössischen Sinn und seinem Eifer für die gute und gerechte Sache vergleichen werden können... »

De son côté, le colonel de Courten, avant de quitter Bâle, prend congé du brigadier Hess qu'il a remplacé, et lui fait part de la satisfaction qu'il a éprouvée dans son commandement intérimaire<sup>103</sup> :

« Monsieur le Colonel,

C'est un devoir bien cher à mon cœur que celui de vous rendre compte du zèle infatigable, de la soumission absolue et de la constance à toute épreuve avec lesquels tous les bataillons de votre brigade ont coopéré aux travaux et à toutes les opérations militaires du siège de la forteresse d'Huningue. Je conserverai à jamais le souvenir des témoignages flatteurs que ces bataillons se sont attiré de l'auguste Prince qui a tout dirigé, et du Conseil de la ville de Basle qui a adressé à cet égard à Mr le Comdt en chef Finsler les expressions de sa vive reconnaissance.

Votre brigade est dissoute, mais elle n'oubliera jamais son chef, et se consolera difficilement de n'avoir pas eu le bonheur de le posséder dans une occasion où par son zèle et par son dévouement à sa personne, elle pouvait se convaincre d'acquérir à jamais son estime et son affection. Ce souvenir des bontés que vous avez prodiguées à tous les corps qui ont eu l'avantage de servir sous vos ordres, n'a pas peu contribué à l'union et à l'obéissance dont ils ont fait preuve.

Je me suis permis de donner en votre nom un témoignage de reconnaissance et de satisfaction à tous les corps dont le commandement m'a été confié en votre absence ; j'y ai ajouté l'expression du sentiment que m'a fait éprouver l'accueil, les égards, et l'indulgence dont tous Mrs les officiers m'ont honoré et dont je ne puis assez me louer.

J'espère que des époques plus heureuses que celles qui viennent de se succéder me procureront la satisfaction de renouveler la première connaissance que j'ai eu l'avantage de faire avec vous... »

A la suite de la capitulation d'Huningue, le bruit se répand qu'une partie de l'artillerie de la place sera mise à la disposition des cantons confédérés. Cette nouvelle parvient en Valais, et le Conseil d'Etat juge opportun de réclamer, à cette occasion, l'équivalent de dix pièces d'artillerie que les Français avaient abandonnées en 1813 et que le colonel Simbschen avait enlevées à son départ du pays, en mai 1814. Il charge le colonel de Courten d'intervenir auprès de l'Archiduc Jean<sup>104</sup>. Le Prince prend acte des légitimes revendications du gouvernement valaisan et lui fait savoir qu'il les soumettra directement à S. M. l'Empereur.

Et pendant que son commandant est obligé de prolonger son séjour à Bâle, le bataillon valaisan, sous les ordres du major de Werra, fait par petites étapes, en passant par Berne, Fribourg, Vevey, le chemin du retour. Lorsqu'il a franchi le pont de St-Maurice, il est accueilli par un délégué du Conseil d'Etat qui le harangue en ces termes<sup>105</sup> :

« Brave Bataillon. Le jour de votre arrivée parmi nous est un jour de joie pour tous vos Compatriotes. Le Conseil d'Etat m'envoie ici pour vous exprimer, soit en son nom, soit en celui de tout le Canton, les sentiments dont il est pénétré en revoyant ses défenseurs avec tant de nouveaux titres à sa reconnaissance.

Ce n'est pas sans la plus vive émotion que nous vous avons suivi en esprit dans cette courte, mais à jamais mémorable campagne, où grâce à votre bonne conduite envers vos hôtes, à votre courage dans les occasions périlleuses, vous avez prouvé à tous nos chers Confédérés que le Valais était digne de leur alliance, et que les vertus antiques des Suisses se retrouvaient encore au sein de nos montagnés.

Recevez tous les remerciements de la Patrie pour le soin que vous avez pris de l'honneur national, pour le nouveau lustre que vous avez ajouté au nom Valaisan. Votre pays n'attendait pas moins de vous en cette circonstance importante, et il vous avait vu partir avec d'autant plus de confiance, qu'il vous avait placé sous la conduite d'un chef illustre, dont le nom rappelle tant de grands et glorieux services, dont les qualités personnelles commandent tant d'estime et de respect. Il a été secondé dignement par votre Major, ainsi que par tout le corps des Officiers, et sous de tels supérieurs, nous étions bien assurés que vous ne marcheriez jamais que dans les sentiers de l'honneur et de la gloire.

Veuillez, Monsieur le Colonel, Messieurs les Officiers, recevoir ici les témoignages de notre gratitude la plus entière. Et vous, braves Soldats, retournez dans le sein de vos familles, qui vous attendent avec la plus vive impatience. Allez recevoir les embrassements de vos pères, de vos frères, qui savent déjà combien vous vous êtes acquis de droits à la reconnaissance publique.

Les heureux événements qui ont rendu à la Suisse entière l'assurance de son repos, vous permettent d'en prendre à votre tour, et la Patrie vous l'accorde aujourd'hui par l'organe de votre Gouvernement. Dès demain, vous allez rentrer dans vos communes respectives. Conservez, la Patrie vous le demande, conservez les mêmes sentiments, qui vous ont acquis la bienveillance et l'amitié de vos frères d'armes et de tous les Cantons que vous avez habités. Ne perdez jamais



de vue combien il est précieux pour un bon citoyen d'avoir pu être utile à son pays, et si jamais il avait encore besoin de votre dévouement et de vos bras, conservez-lui le même zèle, le même attachement, dont vous venez de lui donner des preuves si convaincantes.



Le Major Alexis de Werra, plus tard Colonel  
(1767-1847)

Le Conseil d'Etat prie Monsieur votre Colonel de faire les dispositions ultérieures pour votre retour dans vos foyers. Attendez ses ordres, et surtout prouvez-lui toujours par votre conduite future, combien vous avez su apprécier ses soins pour vous, ainsi que le bonheur de l'avoir eu pour guider vos premiers pas dans la carrière militaire.»

Le second traité de Paris, signé le 20 novembre 1815, entre la France et les Alliés, clôt définitivement l'ère de la Révolution et des guerres

napoléoniennes. Les Puissances reconnaissent « que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence sont dans les vrais intérêts de l'Europe entière ». Elles stipulent en outre : « Les fortifications d'Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétude pour la ville de Bâle, les Hautes Parties contractantes, pour donner à la Confédération helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, ont convenu entre elles de faire démolir les fortifications d'Huningue, et le gouvernement français s'engage à ne pas les rétablir dans aucun temps et à ne point les remplacer par d'autres fortifications à une distance moindre que trois lieues de Bâle. » Des 700 millions que la France doit payer aux Alliés comme indemnité de guerre, trois sont alloués à la Suisse ; ils ne représentaient pas la moitié des frais de la mobilisation de 1815<sup>106</sup>.

Si, dans les années 1814 et 1815, le Valais dut supporter des charges militaires hors de proportion avec ses faibles ressources, il eut au moins l'avantage de recouvrer son indépendance et de la garantir désormais par sa réunion à la Confédération helvétique. Ce fut l'heureux aboutissement d'une période mouvementée de 17 ans (1798-1815) pendant laquelle le pays avait été successivement : partie intégrante de la République helvétique 1798-1802, république apparemment autonome sous le protectorat de Napoléon 1802-1810, enfin département français du Simplon 1810-1814. Par sa participation à l'offensive alliée de 1815, le Valais avait scellé son titre de 20<sup>e</sup> Canton suisse.

Eugène de COURTEN

## Notes et références

Les documents utilisés pour cette notice sont classés dans les archives de Courten (citées A. Ctn), à Sion, section B., boîte 23.

<sup>1</sup> Sur les opérations militaires du col. Simbschen en Valais, cf. v. Cordon : *Die Tätigkeit des Detachements unter Kommando des Ob. Simbschen im Walliserlande 1814*, dans *Schweiz. Vierteljahrsschrift für Kriegswissenschaft*, 1922.

<sup>2</sup> Cf. Dr H. Rossi : *K. Eug. Stockalper vom Thurm 1750-1826*, Freiburg 1942, pp. 92-93.

<sup>3</sup> Cf. *Die Expedition nach Berisal und die Besetzung des Simplons durch die Oberwalliser im März 1814, Aufzeichnungen des Hauptmanns Gattlen in Raron*, par R. von Roten, dans *Blätter aus der Wall. Ges.*, B. II, S. 427 u. ff.

<sup>4</sup> Lettre originale (A. Ctn).

<sup>5</sup> Cf. sur les événements politiques en Valais, en 1814-15, K. von Stockalper : *Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis...*, Sitten 1847.

<sup>6</sup> Cf. *Aux Conférences allio-valaisannes de Fribourg-en-Brisgau et de Zürich, en 1814*. Dactylogramme d'Eug. de Courten (A. Ctn).

<sup>7</sup> Copie de l'époque (A. Ctn).

<sup>8</sup> Par lettre écrite de Berne le 11 mars 1815, l'avoyer de Watteville informe le colonel E. de Courten du départ de Napoléon de l'île d'Elbe. Original (A. Ctn).

<sup>9</sup> Cf. sur les événements politiques dans la Confédération helvétique en 1814-15, B. van Muyden : *La Suisse sous le Pacte de 1815*, Lausanne-Paris 1890, pp. 1 à 249.

<sup>10</sup> Cf. sur les événements militaires de 1815, Ch. Gos : *Généraux suisses*, Neuchâtel (Attinger) 1932, pp. 117 et ss., et *Histoire militaire de la Suisse*, publiée sur l'ordre du chef de l'Etat-major général, 9<sup>e</sup> cahier, pp. 1 à 129, Berne 1921.

<sup>11</sup> Lettres originales des 18, 23 et 31 mars 1815 (A. Ctn).

<sup>12</sup> Lettre originale du 5 avril 1815 (A. Ctn).

<sup>13</sup> Rapport original du 8 avril 1815, signé du major de Werra (A. Ctn).

<sup>14</sup> Copie manuscrite originale (A. Ctn).

<sup>15</sup> Lettre originale signée du général de Bachmann, de Berne, le 10 avril 1815 (A. Ctn).

<sup>16</sup> Lettre originale du Q. M. G. Finsler, de Berne, le 11 avril 1815 (A. Ctn).

<sup>17</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Sion, le 20 avril 1815 (A. Ctn).

<sup>18</sup> Même lettre.

<sup>19</sup> Imprimé de l'époque (A. Ctn).

<sup>20</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Sion, le 22 avril 1815. Lettre originale signée des principaux officiers du Bataillon au Conseil d'Etat, du 9 mai 1815. (Les deux aux A. Ctn.)

<sup>21</sup> Lettre originale de Berne, le 25 avril 1815 (A. Ctn).

<sup>22</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de fin avril 1815 (A. Ctn).

<sup>23</sup> Lettre originale du 9 mai 1815 avec copie de l'époque. Réponse en copie de l'époque de M. Duc au Conseil d'Etat, du 12 mai (A. Ctn).

<sup>24</sup> Lettre originale du Grand-Baillif de Sépibus, de Sion, le 20 mai 1815, et copie de l'époque (A. Ctn).

<sup>25</sup> Lettre originale du Q. M. G. Finsler, de Berne, le 30 avril 1815, et du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Sion, le 4 mai 1815. (Les deux aux A. Ctn.)

<sup>26</sup> Originaux aux A. Ctn.

<sup>27</sup> Cf. Ch. Gos, *op. cit.*

<sup>28</sup> Lettre originale du Q. M. G. Finsler, de Berne, le 21 mai 1815 ; idem du colonel de Courten à son frère Pancrace, du 24 mai 1815 (A. Ctn).

<sup>29</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Bex, le 28 mai 1815 (A. Ctn).

<sup>30</sup> Idem, de Fribourg, le 1<sup>er</sup> juin 1815 (A. Ctn).

<sup>31</sup> Lettre originale du lieutenant du gouvernement pour l'arrondissement de Bulle, du 30 mai 1815 (A. Ctn.)

<sup>32</sup> Lettre originale du commissaire Fegely, du 30 mai 1815 (A. Ctn) et lettre du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Fribourg, le 2 juin 1815 (*ibid.*).

<sup>33</sup> Lettre originale de Sion, le 30 mai 1815 (A. Ctn).

<sup>34</sup> Original du 2 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>35</sup> Idem, du 1<sup>er</sup> juin 1815 (A. Ctn).

<sup>36</sup> Lettres originales du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Berne, les 2 et 3 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>37</sup> Copie originale de l'époque (A. Ctn).

<sup>38</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Teuffelen, le 5 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>39</sup> Copie de l'époque (A. Ctn).

<sup>40</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Teuffelen, le 8 juin 1815 (A. Ctn). Courten traduit *Pfarrer* par « curé » ; il s'agit toujours du pasteur qu'il nomme dans la même lettre « un brave ministre ».

<sup>41</sup> Lettre originale du colonel Fuessly, de Aarberg, le 6 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>42</sup> Copie de la main du colonel de Courten (A. Ctn).

<sup>43</sup> Imprimé de l'époque, de Zurich, le 10 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>44</sup> Cf. Dr K. Hilty : *Pol. Jahrbuch der Schweiz. Eidgenossenschaft*, Bern 1888. Lettre de Steigentesch à la Diète helv., pp. 645-646.

<sup>45</sup> Lettre originale du général de Bachmann au colonel de Courten, de Berne, le 11 juin 1815. Lettre originale en allemand signée du général-major de Steigentesch, de Zurich, le 10 juin, et traduction française de l'époque (A. Ctn). Reproduite par Hilty, *op. cit.*, pp. 664-665.

<sup>46</sup> Lettres originales du général au colonel de Courten, de Berne, les 15 et 16 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>47</sup> Original aux A. Ctn.

<sup>48</sup> Cf. *Histoire militaire...*, 9<sup>e</sup> cahier.

<sup>49</sup> Lettre originale du baron de Welden au colonel de Courten, de St-Maurice, le 17 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>50</sup> Lettres originales du capitaine de Watteville au colonel de Courten, de St-Maurice et de Vouvry, les 17 et 18 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>51</sup> Lettre du général de Bachmann au colonel de Courten, de Berne, le 20 juin 1815 (A. Ctn).

<sup>52</sup> Lettre originale signée du secrétaire d'Etat Turettini, de Genève, le 21 juin 1815 (A. Ctn).

- <sup>53</sup> Cf. *Histoire militaire...*, 9<sup>e</sup> cahier, cartes annexées de 1815.
- <sup>54</sup> Message original du 18 juin 1815 (A. Ctn).
- <sup>55</sup> Tableau manuscrit du colonel de Courten (A. Ctn).
- <sup>56</sup> Ibid.
- <sup>57</sup> Copie manuscrite du colonel de Courten (A. Ctn). Courten donne à tort le titre de Comte à Frimont qui était en réalité Baron.
- <sup>58</sup> Message cité à la note 54.
- <sup>59</sup> Lettre originale du colonel de Courten au Grand-Baillif de Sépibus, de St-Maurice, le 25 juin 1815, et copies des rapports de l'époque (A. Ctn).
- <sup>60</sup> Lettres originales du capitaine de Watteville au colonel de Courten, de Vouvry, les 24 et 26 juin 1815 (A. Ctn).
- <sup>61</sup> Reproduit par Hilty, *op. cit.*, p. 529.
- <sup>62</sup> Ibid., pp. 530-1.
- <sup>63</sup> Lettre manuscrite du général de Bachmann, de Berne, le 30 juin 1815 ; lettre du général-major de Steigentesch, de Zurich, le 29 juin 1815 ; lettre du Prince de Metternich, de Heidelberg, le 23 juin 1815 (A. Ctn).
- <sup>64</sup> Cf. Ch. Gos, *op. cit.*
- <sup>65</sup> Imprimé de l'époque (A. Ctn).
- <sup>66</sup> Une liasse de 11 lettres manuscrites de 1815 (A. Ctn).
- <sup>67</sup> Lettre originale du Grand-Baillif de Sépibus au colonel de Courten, de Sion, le 3 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>68</sup> Traduction française extraite de *Soldats suisses au Service étranger*, tome IV, *Souvenirs de guerre du capitaine Gattlen*, pp. 63 et suiv.
- <sup>69</sup> Original de Loèche, le 11 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>70</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Moutier, le 24 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>71</sup> Lettres originales du Grand-Baillif de Sépibus au colonel de Courten, de Sion, les 9 et 12 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>72</sup> Tableau de l'époque (A. Ctn).
- <sup>73</sup> Cf. Dr Rossi, *op. cit.*, pp. 110-112.
- <sup>74</sup> Lettre originale du général de Bachmann, de Neuchâtel, le 11 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>75</sup> Original signé du Grand-Baillif de Sépibus, de Sion, le 11 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>76</sup> Lettre originale du colonel Hess au colonel de Courten, de Delémont, le 23 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>77</sup> Lettre originale de Bâle, le 27 juillet 1815 (A. Ctn).
- <sup>78</sup> *Histoire militaire...*, 9<sup>e</sup> cahier.
- <sup>79</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Bâle, le 2 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>80</sup> Idem, de Bâle, le 1<sup>er</sup> août 1815 (A. Ctn).
- <sup>81</sup> *Histoire militaire...*, 9<sup>e</sup> cahier, Tableau de la page 88.
- <sup>82</sup> Lettre originale, de Bâle, le 2 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>83</sup> Lettre originale du Conseil d'Etat, signée du Vice-Baillif de Rivaz, de Sion, le 25 juillet 1815 (A. Ctn). Copie manuscrite de la réponse du colonel de Courten (ibid.).
- <sup>84</sup> Invitation originale (A. Ctn). Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Bâle, le 12 août 1815 (ibid.).

- <sup>85</sup> Cf. liasse d'*Armee-Befehle* aux A. Ctn, signés du colonel Lichtenhahn.
- <sup>86</sup> Lettre originale du colonel de Courten à son frère Pancrace, de Bâle, le 4 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>87</sup> Lettre originale (A. Ctn).
- <sup>88</sup> Cf. van Muyden, *op. cit.*
- <sup>89</sup> Cf. *Histoire militaire...*, 9<sup>e</sup> cahier, Tableau de la page 88.
- <sup>90</sup> Original (A. Ctn).
- <sup>91</sup> Copies de l'époque, du 13 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>92</sup> Lettres originales du colonel de Courten à son frère Pancrace, des 12 et 16 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>93</sup> Copie de l'époque d'un ordre d'armée de l'Archiduc Jean, de Bâle, le 17 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>94</sup> Copie de l'ordre d'armée du Q. M. G. Finsler, du 19 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>95</sup> Ordre de brigade du colonel Lichtenhahn, du 17 août 1815 (A. Ctn).
- <sup>96</sup> Cf. ordre d'armée du 19 août 1815, cité ci-dessus à la note 94.
- <sup>97</sup> Exemplaire de l'époque (A. Ctn).
- <sup>98</sup> Articles de la capitulation. Imprimé de l'époque (A. Ctn).
- <sup>99</sup> Imprimé de l'époque (A. Ctn).
- <sup>100</sup> Cf. van Muyden, *op. cit.*
- <sup>101</sup> Cf. E. Gagliardi : *Histoire de la Suisse*. Trad. franç. par Aug. Reymond, Lausanne 1925. Tome II, p. 108.
- <sup>102</sup> Copie de l'époque (A. Ctn).
- <sup>103</sup> Copie de la main du colonel de Courten (A. Ctn).
- <sup>104</sup> Lettre originale (A. Ctn). Citée par F. Scorretti dans *Annales valaisannes*, 1943, pp. 27-28.
- <sup>105</sup> Copie de l'époque (A. Ctn).
- <sup>106</sup> Cf. van Muyden, *op. cit.*